



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 19 AOUT 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2125

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 12 août 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 12 août 1899, de nommer MM. Damien Ouimet, Antoine Bachand et Joseph Forand, estimateurs pour la municipalité de la paroisse de Saint-Césaire, comté de Rouville, en remplacement de MM. Frédéric Noisieux, Joseph Beaudry et Ludger Audet, père, le tout en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 14 août 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 14 août 1899, de nommer MM. Joseph Elisée Hudon, Pascal Régimbal et Adolphe Fortier, estimateurs pour la municipalité du village de Papineauville, comté d'Ottawa, en remplacement de MM. Adolphe Fortier, T. Bonhomme et Pascal Régimbal, le tout en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

2021

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19th AUGUST, 1899.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2126

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 12th August, 1899.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 12th of August, 1899, Messrs. Damien Ouimet, Antoine Bachand and Joseph Forand, valuers for the municipality of the parish of Saint Césaire, county of Rouville, to replace Messrs. Frédéric Noisieux, Joseph Beaudry and Ludger Audet, senior, the whole in virtue of the provisions of article 728 of the municipal code.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 14th August, 1899.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 14th of August, 1899, Messrs. Joseph Elisée Hudon, Pascal Régimbal and Adolphe Fortier, valuers for the municipality of the village of Papineauville, county of Ottawa, to replace Messrs. Adolphe Fortier, T. Bonhomme and Pascal Régimbal, the whole pursuant to the provisions of article 728 of the municipal code.

2022

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 8 juin 1878, pour la paroisse de Saint-Mathieu de Belœil, comté de Verchères, et de nommer par commission en date du 9 août 1899, MM. Calixte Guertin, Calixte Préfontaine, Anselme Provost, Norbert Paquette, Louis Malo, fils de Xavier, Frs. Xavier Favreau, Frédéric Beauchemin, Elie Bernard, père, et Flavie Lafleur, commissaires de la dite cour. 2917

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer MM. Wm. D. Graham, junior, et Henry Grey, commissaires d'écoles pour la municipalité d'Arundel, comté d'Argenteuil, en remplacement de MM. Joseph Boyd et John Silverson, dont le terme d'office est expiré. 2993

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 16 août 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de nommer Conseils en loi de la Reine, par commission sous le grand sceau de la province, les personnes dont les noms suivent :

SECTION DE MONTRÉAL.

MM. L. H. Archambault, O. Desmarais, Raymond Préfontaine et J. M. Tellier.

SECTION DE QUÉBEC.

MM. Charles Angers et I. N. Belleau.

SECTION DE SAINT FRANÇOIS.

M. L. E. Panneton.

SECTION D'OTTAWA.

M. C. B. Major.

2991

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } ATTENDU que C.
Assist. Proc.-Général. } O. Genest, J. A.
Archambault et L. Dupuy, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des susdits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un procès-verbal de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes de cette partie des paroisses de Saint-Philémon de Stoke et de Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke, dans le comté de Richmond, dans le dit diocèse catholique romain de Sherbrooke, qu'ils croient le plus convenable de détacher des dites paroisses de Saint-Philémon de Stoke et de Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke, et d'annexer à la paroisse de Sainte-Praxède de Brompton, dans le comté de Richmond, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 8th of June, 1878, for the parish of Saint Mathieu de Belœil, county of Verchères, and to appoint by commission dated the 9th of August, 1899, Messrs. Calixte Guertin, Calixte Préfontaine, Anselme Provost, Norbert Paquette, Louis Malo, son of Xavier, Frs. Xavier Favreau, Frédéric Beauchemin, Elie Bernard, senior, and Flavie Lafleur, commissioners of the said court. 2918

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint Messrs. Wm. D. Graham, junior, and Henry Grey, school commissioners for the municipality of Arundel, county of Argenteuil, to replace Messrs. Joseph Boyd and John Silverson, whose term of office has expired. 2994

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 16th August, 1899.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR in council, has been pleased to appoint the persons hereinafter named, to be Queen's Counsel, by commission under the great seal of the province.

MONTRÉAL SECTION.

Messrs. L. H. Archambault, O. Desmarais, Raymond Préfontaine and J. M. Tellier.

QUÉBEC SECTION.

Messrs. Charles Angers and I. N. Belleau.

SAINT FRANCIS SECTION.

Mr. L. E. Panneton.

OTTAWA SECTION.

Mr. C. B. Major.

2992

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } WHEREAS C. O.
Asst. Atty.-General. } Genest, J. A.
Archambault and L. Dupuy, commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Sherbrooke, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a procès-verbal of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parishes of Saint Philémon de Stoke and of Saint Jean Baptiste de Sherbrooke, in the county of Richmond, in the said roman catholic diocese of Sherbrooke, which they think most expedient to be detached from the said parishes of Saint Philémon de Stoke and of Saint Jean Baptiste de Sherbrooke, and to be annexed to the parish of Sainte Praxède de Brompton, in the county of Richmond, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

Les lots numéros un (1) à neuf (9) inclusivement des rangs trois (3) et quatre (4), et les lots numéros dix (10) et onze (11) du deuxième rang du dit canton de Stoke, soit une superficie d'environ trois mille huit cent trente-six acres (3836); bornée vers le nord-est par la ligne entre les rangs quatre (IV) et cinq (V), vers le sud-est par la ligne de division entre les lots numéros neuf (9) et dix (10) pour les rangs trois et quatre, et par la ligne entre les lots Nos. onze (11) et douze (12) pour le deuxième rang, vers le sud-ouest par la ligne entre les rangs un (I) et deux (II) pour les lots Nos. dix (10) et onze (11) et la ligne entre les rangs deux (II) et trois (III) pour les lots Nos. un (1) à neuf (9) inclusivement, vers le nord-ouest par la ligne de division entre les lots Nos. neuf (9) et dix (10) pour le deuxième rang, et la ligne entre le canton de Windsor et Stoke pour les rangs trois et quatre.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes des parties des paroisses de SAINT-PHILEMON DE STOKE et de SAINT-JEAN-BAPTISTE DE SHERBROOKE, ci-dessus décrites, qui seront et demeureront détachées des dites paroisses de SAINT-PHILEMON DE STOKE et de SAINT-JEAN-BAPTISTE DE SHERBROOKE, et annexées à la paroisse de SAINTE-PRAXEDE DE BROMPTON.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que les dites parties des paroisses de SAINT-PHILEMON DE STOKE et de SAINT-JEAN-BAPTISTE DE SHERBROOKE, ci-dessus décrites, seront détachées des dites paroisses de SAINT-PHILEMON DE STOKE et de SAINT-JEAN-BAPTISTE DE SHERBROOKE, et seront et demeureront annexées à la dite paroisse de SAINTE-PRAXEDE DE BROMPTON.

Et par les présentes, nous décrétons qu'à l'avenir les dites parties des dites paroisses de SAINT-PHILEMON DE STOKE et de SAINT-JEAN-BAPTISTE DE SHERBROOKE, feront partie de la dite paroisse de SAINTE-PRAXEDE DE BROMPTON, pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Scieu de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce HUITIEME jour du mois d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,
2919 Assistant-secrétaire de la province.

Canada }
Province de Québec }
[L. S.] } L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu'

Lots numbers one (1) to nine (9) inclusively of ranges three (3) and four (4), and lots numbers ten (10) and eleven (11), of the second range of the said township of Stoke, or, an area of about three thousand eight hundred and thirty-six (3836) acres; bounded on the north east by the line between ranges four (IV) and five (V), on the south east by the division line between lots numbers nine (9) and ten (10) for ranges three and four, and by the line between lots Nos. eleven (11) and twelve (12) for the second range, on the south west by the line between the ranges one (I) and two (II) for lots Nos. ten (10) and eleven (11) and the line between the ranges two (II) and three (III) for lots Nos. one (1) to nine (9) inclusively, on the north west by the division line between lots Nos. nine (9) and ten (10) for the second range, and the line between the townships of Windsor and Stoke for the ranges three and four.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of those parts of the parishes of SAINT PHILEMON DE STOKE and of SAINT JEAN BAPTISTE DE SHERBROOKE, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parishes of SAINT PHILEMON DE STOKE and of SAINT JEAN BAPTISTE DE SHERBROOKE, and to be and remain annexed to the parish of SAINTE PRAXEDE DE BROMPTON.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said parts of the parishes of SAINT PHILEMON DE STOKE and of SAINT JEAN BAPTISTE DE SHERBROOKE, above described to be detached from the said parishes of SAINT PHILEMON DE STOKE and of SAINT JEAN BAPTISTE DE SHERBROOKE, and to be and remain annexed to the said parish of SAINTE PRAXEDE DE BROMPTON.

And We do hereby constitute the said part of the said parishes of SAINT PHILEMON DE STOKE and of SAINT JEAN BAPTISTE DE SHERBROOKE, to be hereafter part of the said parish of SAINTE PRAXEDE DE BROMPTON, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,
2920 Assistant provincial secretary.

Canada, }
Province of Québec. }
[L. S.] } L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Pro-

devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AOUT mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT (U. S. pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI le VINGT-HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentés, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEPTIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancery,
Québec.

2815

Avis du Gouvernement

No. 1198.91.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de "Dallaire," comté de Matane, les lots depuis et y compris le No 49 jusqu'au lot No 80 inclusivement, du 1er rang du canton de "Cherbourg," et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Cherbourg," dans le même comté. 2925

No. 1882.87.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de Lambton, comté de Beauce, les lots suivants, savoir : Nos 18, 19, 20 et 21 du XIe rang du canton de Stratford, ainsi que le lot No 21 du Xe rang du dit canton, et les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité "d'Israëli," comté de Wolfe. 2923

vince, at Our City of Quebec, on the NINETEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the NINETEENTH day of the month of AUGUST, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2816

Government Notices

No. 1198.91.

PUBLIC INSTRUCTION DEPARTMENT.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of "Dallaire," county of Matane, the lots between and including No. 49 to lot No. 60 inclusively, of the 1st range of the township of "Cherbourg," and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Cherbourg," in the same county. 2926

No. 1882.87.

PUBLIC INSTRUCTION DEPARTMENT.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

To detach from the school municipality of Lambton, county of Beauce, the following lots, to wit : Nos. 18, 19, 20 and 21, of the XIth range of the township of Stratford, as also lot No. 21 of the Xth range of the said township, and annex them, for school purposes to the municipality of "Israëli," county of Wolfe. 2924

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

- Canton Viger.*
Lot 21, du 8e rang, à F. X. Kirouac.
Canton Taillon.
Lot 8, du 3e rang, à Jos. Audet.
Canton Iberville.
Lot 1, du 1er rang, à Naz. Têtu & Cie.
Canton Escoumains.
Pt. S.-E. du lot 5, du rang S.-O. à Jos. Boissonneault.

- Canton Allon.*
5e rang.
Lot 2, à Wilbrod Demers & Cie.
½ N.-E. du lot 3, à P. H. Grandbois.
Canton Montauban.
Lots 20 et 21, du 2e rang, à Wilbrod Demers & Cie.

E. E. TACHÉ,
Assistant Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 19 août 1899.

2995

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

- Guigues.*
Lot 39, du 4e rang, à Damase Grenier.
Lot 43, du 4e rang, à Napoléon Gagnon.
Lot 48, des 3e et 4e rangs, à Paul Boucher.

- Lot 34, du 5e rang, à Jean Saunier.
Lot 35, du 5e rang, à Octave Servant.
Lot 36, du 5e rang, à Jean Saunier.
Lot 37, du 5e rang, à Arsène Béchar l.
Lot 44, du 5e rang, à Magloire E. Vaillant.
Lot 45, du 5e rang, à Lambert Amyot.
Lot 51, du 5e rang, à Eugène Desjardins.
Lot 36, du 4e rang, à Geo. S. Pambrun.
Lots 6 et 7, du 8e rang, à Jos. Leblond.
Lot 19, du 8e rang, à Siméon Bergeron.
Lot 20, du 8e rang, à Zotique Cherrier.
Lot 5, du 9e rang, à Xavier Saucier.
Lot 6, du 9e rang, à Patrick Sullivan.
Lot 19, du 9e rang, à Napoléon Cherrier.
Lot 20, du 9e rang, à Urgel Cherrier.
Lot 25, du 9e rang, à Liboire Baril.
Lots 27 et 28, du 9e rang, à Jos. Lajeunesse, père.

Lot 29, du 9e rang, à Jos. Lajeunesse, fils.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 14 août, 1899.

2929

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 4 août 1899.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Pierre François Ernest Petit, écuyer, notaire public, de la

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

- Township Viger.*
Lot 21, of 8th range, to F. X. Kirouac.
Township Taillon.
Lot 8, of 3rd range, to Jos. Audet.
Township Iberville.
Lot 1, of 1st range, to Naz. Têtu & Co.
Township Escoumains.
S. E. pt. of lot 5, of S. W. range to Jos. Boissonneault.

- Township Allon.*
5th range.
Lot 2, to Wilbrod Demers & Co.
N. E. ½ of lot 3, to P. H. Grandbois.
Township Montauban.
Lots 20 and 21, of 2nd range, to Wilbrod Demers & Co.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 19th August, 1899.

2996

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

- Guigues.*
Lot 39, in the 4th range, to Damase Grenier.
Lot 43, in the 4th range, to Napoléon Gagnon.
Lot 48, in the 3rd and 4th ranges, to Paul Boucher.

- Lot 34, in the 5th range, to Jean Saunier.
Lot 35, in the 5th range, to Octave Servant.
Lot 36, in the 5th range, to Jean Saunier.
Lot 37, in the 5th range, to Arsène Béchar d.
Lot 44, in the 5th range, to Magloire E. Vaillant.
Lot 45, in the 5th range, to Lambert Amyot.
Lot 51, in the 5th range, to Eugène Desjardins.
Lot 36, in the 4th range, to Geo. S. Pambrun.
Lots 6 and 7, in the 8th range, to Jos. Leblond.
Lot 19, in the 8th range, to Siméon Bergeron.
Lot 20, in the 8th range, to Zotique Cherrier.
Lot 5, in the 9th range, to Xavier Saucier.
Lot 6, in the 9th range, to Patrick Sullivan.
Lot 19, in the 9th range, to Napoléon Cherrier.
Lot 20, in the 9th range, to Urgel Cherrier.
Lot 25, in the 9th range, to Liboire Baril.
Lots 27 and 28, in the 9th range, to Jos. Lajeunesse, senior.

Lot 29, in the 9th range, to Jos. Lajeunesse, jr.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 14th August, 1899.

2930

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 4th August, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Québec, by Pierre François Ernest Petit, esquire, notary public, of the town of

ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Melchior Prévost, en son vivant écuyer, notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.).

JOSEPH SHEHYN,
2849-2 Secrétaire de la province intérimaire.

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 12 septembre 1899, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
12 juillet 1899. 2543-6

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrite par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

Saint Jérôme, county and district of Terrebonne, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Melchior Prévost, in his lifetime, a squire, notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.)

JOSEPH SHEHYN,
2849 Provincial Secretary *ad interim*.

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Quebec, on the 12th September, 1899, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
12th July, 1899. 2544

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall, upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les articles qui désirent obtenir ces bills sont obligés de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphie, de téléphoné, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2121

G. O. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusa, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2122

O. L. G.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices;

celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et si l'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

« Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à la

the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so

quelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront rebattus par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

9123

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and positions of the works of any such electric and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

2124

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Avis Divers

Avis est par le présent donné que l'assemblée annuelle des actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer Châteauguay et Nord, aura lieu aux bureaux de la Compagnie, No. 8, Côte de la Place d'Armes, Montréal, mercredi, le vingtième jour de septembre prochain 1899, à trois heures et demie de l'après-midi, pour élire les directeurs et transiger les affaires en général de la compagnie.

J. P. MULLARKEY,
Secrétaire.
2969

Montréal, 16 août 1899.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Marcel, commencera à émettre des polices le trente août courant, pour cinq années.

P. H. GELINAS,
Sec. de la compagnie.

Saint-Marcel, comté de Richelieu,
14 août 1899. 2937

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No. 1775.

Dame Arthémise Perrault, épouse de Doscithé Dugas, plombier, des cité et district de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux.

MEUNIER & MEUNIER,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 11 août 1899. 2927

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the Chateauguay and Northern Railway Company, will be held at the offices of the Company, No. 8, Place d'Armes Hill, Montreal, on Wednesday, the twentieth day of September next, 1899, at the hour of half past three o'clock in the afternoon, for the purpose of electing directors and transacting the general business of the company.

J. P. MULLARKEY,
Secretary.
2970

Montreal, 16th August 1899.

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Marcel, will commence to issue policies on the thirtieth of August instant, for five years.

P. H. GELINAS,
Sec. of the company.

Saint Marcel, county of Richelieu,
14th August, 1899. 2938.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 1775.

Mrs. Arthémise Perrault, wife of Doscithé Dugas, plumber, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation of property against his husband.

MEUNIER & MEUNIER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 11th August, 1899. 2928

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No 103.

Dame Philomène Roy, épouse commune en biens d'Arsidas Gadbois, cultivateur, tous deux de la paroisse de Saint-Denis, dans le district de Saint-Hyacinthe, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 25 juillet 1899. 2943

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
 No 389.

Dame Marie Héroux, de la paroisse de Saint-Maurice, épouse de Adélarde Grégoire, ci-devant du même lieu, et actuellement de Vancouver, dans la province de la Colombie, commerçant, dûment autorisée par l'honorable juge Bourgeois, a, le 28 juin dernier, pris une action en séparation de biens contre son mari.

TOURIGNY & BUREAU,
 Procureurs de la demanderesse.
 Trois-Rivières, 12 août 1899. 2957

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-Hyacinthe. }

Dame Marie Corinne Brodeur, épouse commune en biens de Louis Henri Marin, marchand de chaussures, des cité et district de Saint-Hyacinthe,
 Demanderesse ;

vs
 Louis Henri Marin, du dit lieu de Saint-Hyacinthe,
 Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette affaire, ce neuf août 1899.

BEAUPARLANT & MARIN,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 15 août 1899. 2941

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 137.

Dame Marie Julie Martineau, épouse de Magloire Eugène Auclair, de Montréal, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux.

ARTHUR DELISLE,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 24 juillet 1899. 2845-2

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 402.

Dame Lumina Beaulac, épouse commune en biens de Louis Calixte Richard, cordonnier, tous deux de la ville de Nicolet, dans le district de Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Louis Calixte Richard, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

W. CAMIRAND,
 Procureur de la demanderesse
 Trois-Rivières, 24 juillet 1899. 2773-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No. 854.

Dame Albina Lafortune, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Azarie Fontaine, cordonnier, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

FONTAINE & LABELLE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 21 juillet 1899. 2669-4

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 105.

Dame Philomène Roy, wife common as to property of Arsidas Gadbois, farmer, both of the parish of Saint Denis, in the district of Saint Hyacinth, duly authorized to ester en justice, has taken an action in separation as to property against her said husband.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,
 Attorneys for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 25th July, 1899. 2944

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 389.

Dame Marie Héroux, of the parish of Saint Maurice, wife of Adélarde Grégoire, heretofore of the same place, and now of Vancouver, in the province of British Columbia, duly authorized by the Honorable justice Bourgeois, has, on the 28th day of June, 1899, taken an action in separation of property from her husband.

TOURIGNY & BUREAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Three Rivers, 12th August, 1899. 2958

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Hyacinth. }

Dame Marie Corinne Brodeur, wife common as to property of Louis Henri Marin, dealer in shoes, of the city and district of Saint Hyacinth,
 Plaintiff ;

vs
 Louis Henri Marin, of Saint Hyacinth aforesaid,
 Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this matter, on the ninth of August instant.

BEAUPARLANT & MARIN,
 Attorneys for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 15th August, 1899. 2942

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 137.

Dame Marie Julie Martineau, wife of Magloire Eugène Auclair, of Montreal, has, this day, instituted an action en séparation de biens against her said husband.

ARTHUR DELISLE,
 Attorney for the plaintiff.
 Montreal, 24th July, 1899. 2846

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 402.

Dame Lumina Beaulac, wife common as to property of Louis Calixte Richard, shoemaker, both of the town of Nicolet, in the district of Three Rivers, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs
 The said Louis Calixte Richard, Defendant.
 An action for separation as to property has this day been instituted against the defendant.

W. CAMIRAND,
 Attorney for plaintiff.
 Three Rivers, 24th July, 1899. 2774

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 854.

Dame Albina Lafortune, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Azarie Fontaine, shoemaker, of the same place, has taken an action in separation as to property against her said husband.

FONTAINE & LABELLE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 21st July, 1899. 2670

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 114.
 Dame Marguerite Cox, épouse de William Edmund
 Evans, de Verdun, dans le district de Montréal,
 Demanderesse ;
 vs.
 Le dit William Edmund Evans, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause.
 BEAUDIN, CARDINAL,
 LORANGER & ST-GERMAIN,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 12 juillet 1899. 2713-4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dame Philomène Desrochers, des cité et district de
 Montréal, épouse commune en biens de Toussaint
 Crevier, manufacturier, du même lieu,
 Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Toussaint Crevier, aussi des cité et district
 de Montréal, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 intentée par la demanderesse contre le défendeur.
 L. T. MARECHAL,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 17 juillet 1899. 2643-5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dame Eugénie Leprohon, de la cité et du district de
 Montréal, épouse de Georges Berlinguette, sculp-
 teur, du même lieu, dûment autorisée à ester en
 justice, Demanderesse ;
 et
 Georges Berlinguette, sculpteur, de la cité et du
 district de Montréal, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause le 2 août 1899.
 CHARLEMAGNE RODIER,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 2 août 1899. 2841-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 843.
 Dame Rose Albina Berthelette, de la cité de Saint-
 Henri, district de Montréal, épouse commune en
 biens de Thomas Boudrias, boucher, du même
 lieu, Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Thomas Boudrias, boucher, du même lieu,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 intentée par la demanderesse contre le défendeur.
 L. T. MARECHAL,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 20 juillet 1899. 2651-5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 179.
 Dame Rosanna Forest, de la cité et du district de
 Montréal, épouse de Gédéon Forest, hôtelier, du
 même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Gédéon Forest, hôtelier, de la cité et du
 district de Montréal, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause le troisième jour d'août 1899.
 ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 3 août 1898. 2837-3

Av's public est donné qu'une demande sera faite
 à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obte-
 nir l'émission des lettres patentes, en vertu de la
 loi corporative des compagnies à fonds social, incor-

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 114.
 Dame Margaret Cox, wife of William Edmund
 Evans, of Verdun, in the district of Montreal,
 Plaintiff ;
 vs.
 The said William Edmund Evans, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted, this day, upon the defendant.
 BEAUDIN, CARDINAL,
 LORANGER & ST-GERMAIN,
 Attorneys for the plaintiff.
 Montreal, 12th July, 1899. 2714

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Dame Philomène Desrochers, of the city and dis-
 trict of Montreal, wife common as to property of
 Toussaint Crevier, manufacturer, of the same
 place, Plaintiff ;
 vs.
 The said Toussaint Crevier, also of the city and
 district of Montreal, Defendant.
 An action in separation as to property has been,
 this day, instituted by the plaintiff against the
 defendant.
 L. T. MARECHAL,
 Attorney for the plaintiff.
 Montreal, 17th July, 1899. 2644

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Dame Eugénie Leprohon, of the city and district of
 Montreal, wife of Georges Berlinguette, sculptor,
 of the same place, duly authorized à ester en
 justice, Plaintiff ;
 and
 Georges Berlinguette, sculptor, of the city and
 district of Montreal, Defendant.
 An action for separation from board has been
 taken in this case on the 2nd of August, 1899.
 CHARLEMAGNE RODIER,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 2nd August, 1899. 2842

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 843.
 Dame Rose Albina Berthelette, of the city of Saint
 Henry, district of Montreal, wife common as to
 property of Thomas Boudrias, butcher, of the
 same place, Plaintiff ;
 vs.
 The said Thomas Boudrias, butcher of the same
 place, Defendant.
 An action in separation as to property has been,
 this day, instituted by the plaintiff against the
 defendant.
 L. T. MARECHAL,
 Attorney for the plaintiff.
 Montreal, 20th July, 1899. 2652

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 179.
 Dame Rosanna Forest, of the city and district of
 Montreal, wife of Gédéon Forest, hotelkeeper, of
 the same place, duly authorized à ester en justice.
 Plaintiff ;
 vs.
 The said Gédéon Forest, hotelkeeper, of the city
 and district of Montreal, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted in this case the third of August instant.
 ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 3rd August, 1899. 2838

Notice is hereby given that application will be
 made under the joint stock companies incorporation
 act, to His Honor the lieutenant governor, for let-
 ters patent, incorporating the petitioners and such

porant les requérants et tous autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation, en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera : "La Compagnie du Bulletin Médical de Québec" ; elle aura pour objet la publication d'un journal médical qui aura nom "Le Bulletin Médical de Québec."

Le principal siège de ses affaires sera en la cité de Québec.

Son fonds social sera de mille piastres, divisé en deux cents actions de cinq piastres chacune.

Les requérants sont Michael J. Ahern, M. Delphis Brochu, Albert Marois, Charles Rosaire Paquin, Charles Verge, Pierre Vincent Faucher et F. X. Jules Dorion, tous médecins, de la cité de Québec, et tous sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

GEO. P. CHATEAUVERT, N. P.,

Procureur des requérants.

Québec, 15 août 1899.

2939

AVIS.

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes en corps politique et en corporation sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "The Dufferin Falls Lumber, Pulp and Paper Company (limited) of Montreal."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acquérir, posséder, vendre, louer, exploiter des pouvoirs d'eau y compris les privilèges sur iceux, des propriétés immobilières, des limites à bois, des glissoires par eau ou autrement, ainsi que les privilèges sur icelles et dépendances pour le commerce de bois ; des terrains miniers et droits des privilèges de toute sorte dans et sur les propriétés acquises ;

D'acquérir, acheter, vendre, importer ou exporter en général des marchandises et des provisions, de manufacturer des billots, de bois de sciage, de poudre ou fleur de bois (*wood-flour*), de bois de pulpe, de pulpe, de papier, et en faire le commerce, d'ériger et exploiter des manufactures de pulpe et de papier, des moulins, et de transiger toutes affaires comme marchands et manufacturiers de bois, de pulpe, de papier et autres articles de toutes sortes concernant toutes telles productions dans ce genre d'affaires ;

D'acquérir, développer, louer, vendre des pouvoirs d'eau pour produire l'électricité, pour l'industrie, le transport d'éclairage et la production du carbide de calcium, enfin de manufacturer, acheter, vendre, louer tout ce qui peut produire la force motrice, l'éclairage, le chauffage, etc., et tout ce qui s'y rapporte.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$1,000,000.

5° Le nombre d'actions sera de 10,000, et le montant de chaque action sera de \$100.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : William Currie, manufacturier de papier ; Frank Paterson Currie, marchand ; James Trail Shearer, marchand de bois ; Hon. J. Aldéric Ouimet, juge de la cour du Banc de la Reine ; John Livingstone, comp'able, tous de la cité de Montréal, et Thomas E. Fee et Emerson Sandford Fee, de Saint-Hyacinthe, marchands de bois.

7° Les dits requérants sont tous sujets anglais et seront les premiers directeurs de la compagnie.

W. & A. H. COOK,

Procureurs des requérants.

Québec, 1er août 1899.

2329-3

other persons as may become shareholders in their projected company, a body politic and corporate.

The corporate name of said company shall be : "La Compagnie du Bulletin Médical de Québec" ; its object shall be the publication of a medical journal named "Le Bulletin Médical de Québec."

Its principal place of business shall be in the city of Québec.

Its capital stock shall be one thousand dollars, divided into two hundred shares of five dollars each.

The petitioners are Michael J. Ahern, M. Delphis Brochu, Albert Marois, Charles Rosaire Paquin, Charles Verge, Pierre Vincent Faucher and F. X. Jules Dorion, all physicians, of the city of Québec, all subjects to Her Majesty, and are to be the first directors of the company.

GEO. P. CHATEAUVERT, N. P.,

Attorney for applicants.

Québec, 15 août 1899.

2940

NOTICE.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting them and such others as may hereinafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be "The Dufferin Falls Lumber, Pulp and Paper Company (limited) of Montreal."

2. The objects for which incorporation is sought are to acquire and own, sell, lease and deal in water powers, and interests in water powers, real properties and interests in real properties, timber limits, slides, by water or otherwise, and interests in slides and other appurtenances for lumbering, mining lands, and rights or interests of every kind in and to property acquired.

To acquire, buy, sell, and import or export general merchandise and supplies, and manufacture and deal in logs, sawn lumber, wood flour, pulp woods, pulp, and paper, and manufactures of pulp and paper ; and to erect and operate mills and conduct the business of merchants and manufacturers in lumber, pulp, paper, and articles of every kind from such productions and articles in connection therewith.

To acquire, develop, lease, or sell water powers for electrical, industrial, transportation, and lighting purposes, and for the manufacture of carbide of calcium, and to manufacture, buy, sell, or lease anything incidental thereto and in motive powers, lighting, heating, &c.

3. The chief place of business of the company is to be in the city of Montreal.

4. The amount of capital stock of the company is to be \$1,000,000.

5. The number of shares is to be 10,000, and the amount of each share \$100.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Currie, paper manufacturer ; Frank Paterson Currie, merchant ; James Trail Shearer, lumber merchant ; honorable J. Aldéric Ouimet, judge of the Court of the Queen's Bench ; John Livingstone, accountant, all of the city of Montreal, and Thomas E. Fee and Emerson Sandford Fee, of Saint-Hyacinthe, lumber merchants.

7. The said applicants who are all british subjects are to be the first directors of the company.

W. & A. H. COOK,

Attorneys for applicants.

Quebec, 1st August, 1899.

2830

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Schloman Manufacturing Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer des chemises, collets, habillements, vêtements de dames, et de faire les affaires de marchands en général.

3° L'endroit dans les limites de la province, choisi comme la principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social sera de cinquante mille piastres.

5° Le nombre d'actions de la dite compagnie sera de mille, et le montant de chaque action sera de cinquante piastres.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Max Louis Schloman, manufacturier ; Henry Schloman, commis-voyageur ; David Schloman, commis-voyageur ; Barnet Rosenfield, teneur de livres et Hiram Williams, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs de la compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 27 juillet 1899.

2749-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province Québec, pour obtenir une charte constituant les requérants en corps politique et incorporé.

1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Mount Royal Club."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est dans le but d'acquérir terrain et bâties dans la cité de Montréal, et y maintenir un club pour les fins d'amusement.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera à Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent mille piastres, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Le Très Honorable Lord Strathcona et Mount Royal ; Honorable George Alexander Drummond ; Honorable Louis Joseph Forget ; Robert Craik, M. D. ; Francis W. Iferstan Thomas ; Richard Bladworth Angus ; Hugh Montagu Allan ; Hugh Andrew Allan ; Edward Seabourne Clouston ; John Try Davies ; Charles Melville Hays ; George Robertson Hooper ; Henry Vincent Meredith ; Hartland St. Clair Macdougall ; William Molson Macpherson ; William Watson Ogilvie ; Hugh Patton ; James Ross et Henry Stikeman, tous de Montréal.

6° Les très Honorable Lord Strathcona et Mount Royal, Honorable George Alexander Drummond, Honorable Louis Joseph Forget, Francis Wolferstan Thomas, Richard Bladworth Angus, Hugh Andrew Allan, Edward Seabourne Clouston, John Try Davies, Henry Vincent Meredith, James Ross et Henry Stikeman seront les premiers directeurs.

**CAMPBELL, MEREDITH,
ALLAN & HAGUE,**

Procureurs des requérants.

Montréal, 27 mars 1899.

2803-3

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres

Notice is hereby given that application will be made under the joint stock companies incorporation act, to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, for letters patent incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the company to be thereby formed a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Schloman Manufacturing Company".

2. The object for which incorporation is sought, is the manufacture of shirts, collars, clothing, ladies wear, and of carrying on the business of general merchants.

3. The place within the limits of the province selected as the chief place of business of the company is the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock is fifty thousand dollars.

5. The number of shares of the said company is one thousand, and the amount of each share is fifty dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are : Max Louis Schloman, manufacturer ; Henry Schloman, traveller ; David Schloman, traveller ; Barnet Rosenfield, book-keeper, and Hiram Williams, book-keeper, all of the city and district of Montreal, who are to be the first directors of the company, and who are all residents of Canada and subjects of Her Majesty.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solicitors for applicants.

Montreal, 27th July, 1899.

2760

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, for the granting of a charter to the applicants constituting them a body politic and corporate.

1. The corporate name shall be the Mount Royal Club.

2. The object for which the incorporation is sought is for the purpose of acquiring land and buildings in the city of Montreal, and maintaining thereon a club for the purposes of recreation.

3. The chief place of business of the corporation will be at Montreal.

4. The proposed amount of its capital stock is one hundred thousand dollars divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The names in full with the addresses and calling of the applicants are as follows :

The Right Honorable Lord Strathcona and Mount Royal ; Honorable George Alexander Drummond ; Honorable Louis Joseph Forget ; Robert Craik, M. D. ; Francis Wolferstan Thomas ; Richard Bladworth Angus ; Hugh Montagu Allan ; Hugh Andrew Allan ; Edward Seabourne Clouston ; John Try Davies ; Charles Melville Hays ; George Robertson Hooper ; Henry Vincent Meredith ; Hartland St. Clair Macdougall ; William Molson Macpherson ; William Watson Ogilvie ; Hugh Patton ; James Ross and Henry Stikeman, all of Montreal.

6. The Right Honorable Lord Strathcona and Mount Royal, Honorable George Alexander Drummond, Honorable Louis Joseph Forget, Francis Wolferstan Thomas, Richard Bladworth Angus, Hugh Andrew Allan, Edward Seabourne Clouston, John Try Davies, Henry Vincent Meredith, James Ross and Henry Stikeman shall be the first directors.

CAMPBELL, MEREDITH,

ALLAN & HAGUE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 27th March, 1899.

2804.

Notice is hereby given that application will be made to the lieutenant-governor of the province of Quebec for a charter of incorporation by letters

patentes, sous le grand Secau de cette province, sous l'autorité de l'acte des compagnies à fonds social, par les personnes ci-après nommées :

Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La compagnie de conserves alimentaires les Becquets", (The Becquets Canning Company).

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

1° De fabriquer des conserves alimentaires de toutes sortes.

2° De fabriquer de la févule, de l'amidon et de l'empois.

3° D'acheter toutes substances, objets matières et choses nécessaires aux dites fabrications, les vendre et en disposer, et en faire le commerce, vendre les objets manufacturés par la dite compagnie, acheter des conserves alimentaires de toutes sortes, de la févule, de l'amidon et de l'empois et d'en faire le commerce.

4° De fabriquer les boîtes, caisses et instruments, outils et outillages nécessaires et requis pour les dites fabrications, en acheter, les vendre et en faire le commerce.

5° De construire et acquérir les bâtisses nécessaires pour les fins de la dite compagnie et d'acquérir les terrains requis pour les dites fins.

Le siège principal de la compagnie sera dans la paroisse de Saint-Pierre les Becquets.

Le fonds social de la dite compagnie sera de cinq milles piastres (\$5,000.00), divisé en deux cents (200) parts de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Les requérants sont : l'honorable Henri Gédéon Malhiot, juge de la cour supérieure, en retraite, l'honorable François-Xavier Ovide Méthot, conseiller législatif, le révérend Philippe Antonio Gouin, prêtre, curé de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, Damase Eusebe Archambault, médecin, Téléphore Jean Demers, marchand, Geoffrey Lebœuf, Alfred Spénard, Trefflé Demers, ces trois derniers agriculteurs et agronomes, tous demeurant en la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, dans le district des Trois-Rivières, et tous sujets de Sa Majesté, lesquels seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

DR DAMASE EUSEBE ARCHAMBAULT,
Pour les requérants,

Saint-Pierre les Becquets, 31 juillet 1899.

2783-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de Québec en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social.

1° Le nom de la compagnie sera : "The Canadian Woollen Mills Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer et vendre toute sorte de marchandises sèches ;

(b) D'acquérir, construire, ériger et maintenir tous ouvrages, bâtisses et manufactures nécessaires à la manufacture, production et vente du coton et articles en laine et autres espèces de marchandises sèches ;

(c) D'acquérir et posséder des meubles ou immeubles, dans les buts de ses affaires et les vendre, aliéner, échanger et louer ;

(d) D'acquérir par achat, licence, ou autrement aucune et toutes patentes ou marques de commerce en rapport avec la manufacture de laine, coton ou autres marchandises sèches, et de les employer et disposer pour aucune autre personne, corporation ou compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Saint-Hyacinthe.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera d'un million cinq cent mille piastres (\$1,500,000).

patent, under the great Seal of the province, in virtue of the joint stock companies' act, by the persons hereinafter mentioned :

The corporate name of the proposed company will be, "The Becquets Canning Company."

The objects for which incorporation is sought are :

1. To can foods of all kinds.

2. To manufacture, starches of various kinds.

3. To purchase all substances, articles, materials and things necessary for the said manufactures, to sell and dispose of the same and trade therein, to sell the articles manufactured by the said company, to purchase canned foods of all kinds and starches of all kinds and to trade therein.

4. To manufacture the boxes, cases, instruments, tools and plant necessary and required for such manufactures, to purchase, sell and trade in the same.

5. To build and acquire the buildings necessary for the purposes of the said company, and to acquire the lands necessary for the said purposes.

The company's principal place of business will be in the parish of Saint Pierre les Becquets.

The capital stock of the company will be five thousand dollars (\$5,000.00), divided into two hundred (200) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The petitioners are : Honorable Henri Gédéon Malhiot, retired judge of the superior court, honorable François Xavier Ovide Methot, legislative councillor, révérend Philippe Antonio Gouin, parish priest of Saint Pierre les Becquets, Damase Eusebe Archambault, physician, Téléphore Jean Demers, merchant, Geoffrey Lebœuf, Alfred Spénard, Trefflé Demers, the three latter being farmers and agronomists, all residing in the parish of Saint Pierre les Becquets, in the district of Three Rivers, all British subjects, who will be the first directors of the said company.

DR DAMASE EUSEBE ARCHAMBAULT,

For the petitioners.

Saint Pierre les Becquets, 31st July, 1899.

2784

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor of Quebec in council, for the granting of a charter of incorporation under the provisions of the joint stock companies' incorporation act.

1. That the name of the company is to be : "The Canadian Woollen Mills Company."

2. That the object for which incorporation is sought is :

(a) To manufacture and sell all classes of dry goods ;

(b) To acquire, construct, erect and maintain all works, buildings and factories necessary to the manufacture, production and sale of cotton and woollen goods and all other classes of dry goods ;

(c) To acquire and hold real or immoveable estate for the purposes of its business, and sell, alienate, exchange and let or lease the same ;

(d) To acquire by purchase, license or otherwise any and all patents or trade marks connected with the manufacture of woollen, cotton or other dry goods, and to use, employ and dispose of the same to any person, corporation or other company.

3. That the chief place of business of the said company is the city of Saint Hyacinthe.

4. That the amount of the capital stock of the company is to be one million five hundred thousand dollars (\$1,500,000).

5° Le nombre d'actions sera de quinze mille, et le montant de chaque action sera de cent piastres (\$100.00).

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

James G. Cannon, banquier, de la cité de New-York ; Gordon W. MacDougall, avocat ; William J. Henderson, comptable ; Hugh Mackay, étudiant, et Beaumont Shepherd, gérant, tous des cité et district de Montréal.

7° Les dits James G. Cannon, Gordon W. MacDougall et William J. Henderson, seront les premiers directeurs de la compagnie. Les deux derniers résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

2781-3 LAFLEUR & MACDOUGALL,
Soliciteurs des requérants.

AVIS.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie ; proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom corporatif de la compagnie sera : "The Acton Leather and Shoe Company (limited)."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De faire les affaires comme tanneurs de cuir et fabricants de chaussures et de tous autres objets faits avec le cuir ou les peaux ; de louer ou acheter et posséder des immeubles dans le but des dites affaires ;

(b) Acquérir par aucune sorte de contrat, posséder, exploiter, vendre et louer tous ou aucun droit de patente ou brevet d'invention en rapport avec les susdites affaires, ou nécessaires ou convenables aux dites affaires de la dite compagnie, et en disposer ;

(c) Recevoir du conseil de la ville d'Acton, le bonus de dix mille dollars voté par lui en décembre mi huit cent quatre-vingt-dix-huit, en faveur de David Lemay, l'un des requérants.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de dix mille dollars (\$10,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de cent (100), de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les requérants sont : David Lemay, tanneur et cordonnier, de la ville d'Acton, dans le comté de Bagot ; Magloire Cléophas Galarneau, marchand de cuir en gros ; Louis Edgar Gauthier, marchand de cuir en gros ; Joseph Daoust, marchand de chaussures en gros, tous trois de la cité de Montréal, et Célestin Lalonde, marchand de chaussures en gros, de la ville de Saint-Paul, près Montréal, lesquels seront les premiers directeurs de la dite compagnie, résidant tous en Canada, et sont tous sujets de Sa Majesté.

V. LAMARCHE,
Procureur des requérants.

Montréal, 21 juillet 1899. 2675-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de cette province, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, comme suit :

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "Yreka Gold Mines Company."

2° Les objets de la dite compagnie sont : d'acheter, vendre, louer, hypothéquer, échanger ou autrement, acquérir, aliéner, mettre en opération ou faire le commerce de propriétés minières,

5. That the number of shares is to be fifteen thousand, and the amount of each share one hundred dollars (\$100).

6. That the names in full and the addresses and calling of each of the applicants are as follows :

James G. Cannon, banker, of the city of New York ; Gordon W. MacDougall, advocate ; William J. Henderson, accountant ; Hugh Mackay, student, and Beaumont Shepherd, manager, all of the city and district of Montreal.

7. That the said James G. Cannon, Gordon W. MacDougall and William J. Henderson, are to be the first directors of the company, the two latter being residents in Canada and subjects of Her Majesty.

2782 LAFLEUR & MACDOUGALL,
Solicitors for applicants.

NOTICE.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is to be : "The Acton Leather and Shoe Company (limited)."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on business as leather dressers and manufacturers of shoes and all other articles made from leather and skins ; to lease or purchase and hold real estate for the purpose of said business ;

(b) To acquire by any sort of contract, own, put in practice, sell and lease or otherwise dispose of all or any patent rights applicable to the foregoing subject matter, or necessary or convenient for the said business of the said company ;

(c) To receive from the council of the town of Acton, the bonus of ten thousand dollars which has been voted by said council during the month of December, eighteen hundred and ninety-eight, in favor of David Lemay, one of the applicants.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is ten thousand dollars (\$10,000.00).

5. The number of shares is to be one hundred (100), of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The applicants are : David Lemay, leather dresser and shoemaker, of the town of Acton, in the county of Bagot ; Magloire Cléophas Galarneau, wholesale leather dealer ; Louis Edgar Gauthier, wholesale leather dealer ; Joseph Daoust, wholesale shoe dealer, those three of the city of Montreal, and Célestin Lalonde, wholesale shoe dealer, of the town of Saint Paul, near Montreal, who are to be the first directors of said company, are all residing in Canada, and subjects of Her Majesty.

V. LAMARCHE,
Attorney for applicants.

Montréal, 21st July, 1899. 2676

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of this province, for a charter of incorporation under the joint stock companies incorporation act, as follows :

1. The corporate name of the proposed company is "Yreka Gold Mines Company."

2. The object of the said company is : to buy, sell, lease mortgage, exchange or in any other way to acquire, alienate operate or deal in and with any mines, mining properties, shares or interests or mi-

actions ou intérêts ou produits minéraux de toute sorte, de toute propriété, de tous ouvrages ou de toutes affaires de mines et de moulins nécessaires à l'exploitation d'icelles, et de faire tout ce qui sera utile pour conduire les dites affaires et tout ce qui s'y rapportera, soit comme propriétaires soit comme agents.

3° Le principal bureau sera dans la cité de Montréal.

4° Le fonds social sera d'un million de piastres, divisé en un million d'actions d'une piastre chacune.

5° Les requérants sont : Joshua A. Bell, marchand; Thomas J. Chisholm, marchand et Lynn T. Leet, agent, tous trois de la ville de Westmount, et Thomas F. Shields, marchand, et Donald J. McGillis, marchand, tous deux de la cité de Montréal. Les dits Joshua A. Bell, Thomas J. Chisholm et Thomas F. Shields seront les premiers directeurs.

SETH P. LEET,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 26 juillet 1899.

2723-4

In re Three Rivers Iron Works Company,
En liquidation ;

et

Alphonse Turcotte, Liquidateur.

Avis est par le présent donné qu'en ma qualité de liquidateur à la dite compagnie en liquidation, j'ai vendu, suivant la loi par acte passé devant M^{re} Téléphore Eusèbe Normand, notaire, le vingt-sixième jour de juillet 1899, à Trois-Rivières, l'immeuble suivant faisant partie de l'actif de la dite compagnie en liquidation, savoir :

Une fonderie à tuyaux avec toutes les machines nécessaires en parfait ordre, boutique de forge, dynamos, engin 100 chevaux de force avec chaudière, aussi quantité d'outils et matériaux, tels que portés au dit inventaire.

L'immeuble ci-après décrit :

Une étendue de terre de 15 arpents en superficie, mesuro français, comprenant tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro mil huit cent vingt-trois (1823), qui contient douze arpents et quatre-vingt-neuf perches en superficie et dont le surplus pour former la dite étendue, savoir : deux arpents et onze perches en superficie seront pris dans le lot connu et désigné sous le numéro mil huit cent vingt-deux (1822), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières comme suit : depuis la rue Saint-Maurice au nord-ouest, et entre la rue des Pius, au nord-est et la rue du chemin de fer de ceinture (Loop Line), au sud-ouest en allant vers le sud-est jusqu'à une distance suffisante pour former les dits deux arpents et onze perches en superficie, et compléter les quinze arpents de terre en superficie, et renfermer cette dite partie du dit lot No 1822, par une ligne parallèle à la dite rue Saint-Maurice.

Et que copie du dit acte de vente et le certificat du bureau d'enregistrement requis par la loi ont été déposés entre mes mains.

Avis est de plus donné que les personnes qui ont possédé le dit immeuble pendant les trois dernières années, sont les suivantes :

The Three Rivers Iron Co.

Tous créanciers de la dite compagnie en liquidation et toutes autres personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur le dit immeuble vendu devront offrir leurs surenchères sur le prix d'achat porté dans le dit acte de vente, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, à défaut de quoi ils seront pour toujours forclos du droit de le faire.

Le présent avis est donné en conformité avec les articles 5727a et suivants des statuts refondus de la province de Québec.

A. TURCOTTE,

Liquidateur de la dite compagnie en liquidation.
Montréal, 29 juillet 1899.

2737-4

neral products of any kinds, or in any property works or business connected with a general mining and milling business, or which may be useful to connect with or incidental thereto either as principals or agents.

3. Its head office shall be in the city of Montreal.

4. The capital stock shall be one million dollars in one million shares of one dollar each.

5. The applicants are : Joshua A. Bell, merchant; Thomas J. Chisholm, merchant and Lynn T. Leet, agent, all three of the town of Westmount, and Thomas F. Shields, merchant, and Donald J. McGillis, merchant, both of the city of Montreal. The said Joshua A. Bell, Thomas J. Chisholm, and Thomas F. Shields shall be the first directors.

SETH P. LEET,

Solicitor for applicants.

Montreal, 26th July 1899.

2724

In re The Three Rivers Iron Works Company,
In liquidation ;

and

Alphonse Turcotte, Liquidator.

Notice is hereby given that in my capacity of liquidator of the said company in liquidation, I have sold according to law by deed passed before M^{re} Téléphore Eusèbe Normand, notary, on the twenty-sixth day of July, 1899, at Three Rivers, the following immoveable forming part of the assets of the said company in liquidation, to wit :

A pipe foundry with all the necessary machinery in perfect order, forge, dynamos, 100 horse power engin with boiler, also a quantity of tools and materials as set forth in the inventory.

The immoveable hereinafter described :

An area of land 15 arpents in superficies, french measure, comprising the whole of the lot known and designated under the number one thousand eight hundred and twenty-three, which containing twelve arpents and eighty-nine perches in superficies, and the excess whereof to make up the said area to wit : two arpents and eleven perches in superficies shall be taken in the lot known and designated under the number one thousand eight hundred and twenty-two (1822), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the city of Three Rivers, as follows : from Saint Maurice street on the north west and between Pine street, on the north east and Loop line street, on the south west going towards the south east to a sufficient distance to make up the said two arpents and eleven perches in superficies, and to complete the fifteen arpents of land in superficies, and enclose such said part of the said lot No. 1822, by a line parallel to the said Saint Maurice street.

And that a copy of the said deed of sale and the certificate of the registry office required by law have been deposited in my hands.

Notice is further given that all parties who have owned the said immoveable during the last three years, are the following :

The Three Rivers Iron Works Co.

All creditors of the said company in liquidation, and all other persons having hypothecary or immoveable rights in and upon the said immoveable so sold must tender their bids over and above the purchase price set forth in the said deed of sale within fifteen days from the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, in default of which they shall be forever foreclosed from the right to do so.

The present notice is given in accordance with articles 5727a and following of the revised statutes of the province of Québec.

A. TURCOTTE,

Liquidator of the company in liquidation.
Montreal, 29 July, 1899.

2733

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Rimouski. }
Dans l'affaire de Sam F. Allard, marchand, de Ri-
mouski, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5 septembre 1899, après laquelle date ce dividende sera payable à notre bureau.

PARADIS & JOBIN,
Curateurs.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 16 août 1899. 2945

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 125.

In re Alexandre Joseph Préfontaine, marchand, de
Belœil, Failli.

Un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette affaire, sujet à contestation jusqu'au 5 septembre 1899, après laquelle date les collocations seront payables à mon bureau.

J. R. BRILLON,
Curateur.

Belœil, 15 août 1899. 2963

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal.

Dans l'affaire de Aaron Sanft, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 4e jour de septembre 1899, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.
Montréal, 16 août 1899. 2971

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Lafontaine & Poirier, de Drummondville, marchands, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 12ième jour d'août 1899, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district d'Arthabaska, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau de Paradis & Jobin,
44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 16 août 1899. 2947

Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que J. & P. Nadeau, du Grand Caspédia, marchands, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 5e jour d'août 1899, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Gaspé, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau de Paradis & Jobin,
44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 16 août 1899. 2949

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Herman Lefkovitz, de la Rivière à Pierre, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 12e jour d'août 1899, au bureau du protonotaire

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Rimouski. }
In the matter of Sam F. Allard, merchant, Ri-
mouski, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 5th of September, 1899, after which date this dividend will be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,
Curators.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 16th August, 1899. 2946

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 125.

In re Alexandre Joseph Préfontaine, of Belœil,
merchant, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 5th day of September, 1899, after which date dividends will be payable at my office.

J. R. BRILLON,
Curator.

Belœil, 15th August, 1899. 2964

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal.

In the matter of Aaron Sanft, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, the 4th day of September, 1899, after which date dividends will be payable at my office.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.
Montreal, 16th August, 1899. 2972

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court*

Notice is hereby given that Lafontaine & Poirier, of Drummondville, merchants, have, on the 12th day of August, 1899, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Arthabaska, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office of Paradis & Jobin,
44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 16th August, 1899. 2943

Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that J. & P. Nadeau, of Grand Caspédia, merchants, have, on the 5th day of August, 1899, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Gaspé, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office of Paradis & Jobin,
44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 16th August, 1899. 2950

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Herman Lefkovitz, of la Rivière à Pierre, merchant, has, on the 12th day of August, 1899, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the pro-

de la cour supérieure pour le district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau de Paradis & Jobin,
44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québ. c, 16 août 1899.

2051

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
In re Louis Fontaine, marchand, de la paroisse de
L'Ange-Gardien, (Canrobert). Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
jusqu'au 19e jour de septembre 1899, après laquelle
date les dividendes seront payables à mon bureau,
No. 246, rue Saint-Jacques.

H. LAMARRE,
Curateur.
2067

Montréal, 16 août 1899.

thonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office of Paradis & Jobin,
44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 16th August, 1899.

2052

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
In re Louis Fontaine, merchant, of the parish of
Ange Gardien, (Canrobert). Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter, and will be open to objection until
the 19th day of September, 1899, after which date
dividends will be payable at my office, No. 246
Saint James street.

H. LAMARRE,
Curator.
2068

Montreal, 16th August, 1899.

Règles de Cour

Rules of Court

Cour Supérieure.—Trois-Rivières.
No 163.

Pierre Beaucage, Demandeur ;
vs.
Georges Beaucage, père, et Daniel Beaucage, tous
deux entrepreneurs, de la paroisse de Nicolet,
district des Trois-Rivières, y faisant affaires
comme tels en société, sous les nom et raison de
"Beaucage & Cie", Défendeurs ;
et

Pierre Paquet *et al.*, Opposants.
En vertu d'un jugement rendu par l'honorable
Juge J. B. Bourgeois, l'un des juges de la cour
supérieure, en date du 29 juillet 1899, il est ordonné
aux créanciers du défendeur ci-dessus nommés, de
produire leurs réclamations accompagnées d'un état
assermenté, en conformité aux articles 673 et 674
du code de procédure civile, et ce, au greffe de cette
cour, sous 15 jours de la date de la première inser-
tion du présent avis.

TOURIGNY & BUREAU,
Procureurs du demandeur.
Trois-Rivières, 10 août 1899. 2059

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 25.

Le vingt-sixième jour de juillet mil huit cent
quatre-vingt-dix-neuf.

Présent : L'honorable juge GILL.

Dans l'affaire de James Holmes, John Spiers, James
Law et Susanna Macdonell, de Montréal, en sa
qualité de tutrice à ses enfants mineurs, faisant
affaires à Montréal, sous le nom de Holmes,
Macdonald & Co., Faillis ;

J. W. Dunscombe, H. Routh et J. Day,
Syndics ;

James Spiers, Requéranr.
Il est ordonné sur requête du dit requérant qu'une
assemblée des créanciers des dit faillis soit tenue
dans la salle d'audience, pour les affaires de faillite,
au palais de justice, dans la cité de Montréal, le
quatrième jour de septembre prochain, à onze
heures de l'avant-midi, pour nommer un syndic au
lieu et place des syndics susdits décedés.

(Par ordre),
N. H. BALLARD,
Député-protonotaire, C. S.

2065

Superior Court.—Three Rivers.
No. 163.

Pierre Beaucage, Plaintiff ;
vs.
Georges Beaucage, senior, and Daniel Beaucage,
both contractors, of the parish of Nicolet, in the
district of Three Rivers, and there doing business
as such, in partnership, under the name and
style of "Beaucage & Co", Defendants ;
and

Pierre Paquet *et al.*, Opposants.
In virtue of a judgment rendered by the Honorable
J. B. Bourgeois, one of the justices of the superior
court for the province of Quebec, in and for the
district of Three Rivers, dated the 29th July, 1899,
it is ordered that the creditors of the above named
defendants do file their claims accompanied with a
sworn statement or account, pursuant to articles
673 and 674 of the code of civil procedure, and
this at the office of this court within 15 days from
the date of the first insertion of the present notice.

TOURIGNY & BUREAU,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 10th August, 1899. 2060

Province of Quebec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No 25.

The twenty-six day of July, one thousand eight
hundred and ninety-nine.

Present : the Honorable Mr. Justice GILL.

In the matter of James Holmes, John Spiers, James
Law and Susanna Scott, of Montreal, in her qual-
ity of tutrix to his minor children, carrying on
business at Montreal, under the name of Macdo-
nald, Holmes & Co., Insolvents ;

J. W. Dunscombe, H. Routh and J. Day,
Assignees ;

James Spiers, Petitioner.
It is ordered on the petition of said petitioner
that a meeting of the creditors of the said insol-
vents, be held in the court house, for insolvency
matters, of the court house, in the city of Montreal,
on the fourth day of September next, at eleven
of the clock in the forenoon, for the purpose of ap-
pointing an assignee to the insolvent estate of said
Macdonald Holmes & Co., in the stead of above
mentioned assignees deceased.

(By order),
N. H. BALLARD,
Deputy prothonotary, S. C.

2963

Licitation

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

LICITATION.

Avis est donné en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 12 juin 1899, dans une cause dans laquelle Odile Daoust, du village des Cascades, dans le district de Montréal, veuve de Louis Leroux, en son vivant cultivateur, du même lieu, est demanderesse, et George Leroux, commis, du dit village des Cascades, et Richard Daoust, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, en sa qualité de tuteur *ad hoc* d'abord nommé aux fins de la dite licitation aux enfants mineurs, nés du mariage de la demanderesse avec le dit Louis Leroux, savoir : Narger, Florina, Alice, Nazaire, Osa *alias* Aza, Corinne, Eméline et Louis Leroux, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, à savoir :

Les lots de terre Nos 79 et 80, du cadastre de la paroisse de Vaudreuil, dit district, et les lots de terre Nos 448 et 449—avec une maison dessus érigée, et 450, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, dit district, sauf une partie de terre transversale des dits lots Nos 448 et 450, vendue au gouvernement du Canada, pour les fins du canal de Soulanges.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1899, cour tenante, à DIX heures ET DEMIE du matin, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé, comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ROBIDOUX & ROBILLARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 26 juillet 1899. 2721-2

[Première publication, 29 juillet 1899.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **A** DOLPHE TANGUAY,
 No 37. } **A** Demandeur ; contre
 F. PLACEY, Défendeur.

Un emplacement situé sur le lot quatorze, dans le dixième rang du canton de Durham, contenant un quart d'acre de terre en superficie, plus ou moins, maintenant connu et désigné sous le numéro huit cent soixante et trois (No. 863), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Durham—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fulgence de Durham, le VINGTIÈME

Licitation

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

LICITATION

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 12th June, 1899, in a case in which Odile Daoust, of the village "des Cascades," in the district of Montreal, widow of Louis Leroux, in his lifetime farmer, of the same place, is plaintiff, and George Leroux, clerk, of the said village "des Cascades," and Richard Daoust, farmer, of the parish of Sainte Jeanne de l'Île Perrot, in his quality of tutor *ad hoc* duly appointed for the purpose of the said licitation to the minor children, issued from the marriage of the plaintiff with the said Louis Leroux, namely ; Narger, Florina, Alice, Nazaire Osa *alias* Aza, Corinne, Eméline and Louis Leroux, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

The lots of land Nos. 79 and 80, of the cadastre of the parish of Vaudreuil, said district, and the lots of land Nos. 448 and 449, with an house erected thereon and No. 450, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph of Soulanges, said district, excepting a transversal piece of land of the said lots Nos. 448 and 450, sold to the government of Canada, for the purposes of Soulanges canal.

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the FIRST day of SEPTEMBER, 1899, sitting the court, at HALF PAST TEN in the morning, in the court room of the court house on Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ROBIDOUX & ROBILLARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th July, 1899. 2722

[First published, 29th July, 1899.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **A** DOLPHE TANGUAY,
 No. 37. } **A** Plaintiff ; against F.
 PLACEY, Defendant.

An emplacement situate on lot fourteen, in the tenth range of the township of Durham, containing a quarter of an acre in area, more or less, now known and distinguished as number eight hundred and sixty three (No. 863), on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Durham—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial door of Saint Fulgence de Durham, on the TWENTIETH day of

Pour le SEPTIEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,
Député-Shérif,
Bureau du Shérif,
Arthabaskaville, 15 août 1899.
[Première publication, 19 août 1899.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : J. ALFRED SAVOIE,
No. 132. J. curateur dûment
nommé aux biens de ARTHUR GASTONGUAY,
failli, et autorisé en vertu de l'article 879 du code
de procédure civile.

Une terre située dans l'Augmentation de Somerset, contenant environ trois cent cinquante acres, connue et désignée au cadastre officiel sous les numéros soixante a, soixante-un et soixante-deux (60a, 61 et 62), du cadastre officiel de l'Augmentation de Somerset—avec les bâtisses et moulin sus-érigés et tous machines, machineries, moirages, courroies et apparatus contenus en icelles, à distraire la partie vendue à Michel Bédard.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes, le SEPTIEME jour de SEPTIEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Shérif,
Bureau du Shérif,
Arthabaskaville, 2 août 1899.
[Première publication, 5 août 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : DENIS McCAIG, De-
mandeur; contre
DAME MARY ANNE KENNEDY ET VIR.,
Défendeurs.

Comme appartenant au dit demandeur :

1° Un emplacement situé dans le village de Bernierville, étant le numéro trois cent trente-six (No 336), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax—avec les bâtisses dessus construites.

2° Une terre située dans le deuxième rang du canton d'Irlande, contenant vingt-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins, étant le quat indivis du lot numéro cent treize (No 113), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton d'Irlande.

Pour être vendus l'immeuble en premier lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain à DIX heures de l'avant-midi, et l'immeuble en second lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irlande, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. O. MILOT,
Député-Shérif,
Bureau du Shérif,
Arthabaskaville, 26 juillet 1899.
[Première publication, 29 juillet 1899.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.
Beauce, à savoir : CYRILLE GREGOIRE, De-
mandeur; contre RICHARD
VIGER, Défendeur, savoir :

1° Un certain terrain ou abouts situé en la paroisse de Saint-Bernard, maintenant connu et désigné sous les numéros quatre vingt-dix-sept et quatre-vingt-dix-neuf (97 et 99), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse

SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,
Deputy Sheriff,
Sheriff's Office,
Arthabaskaville, 15th August, 1899.
[First published, 19th August, 1899.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : J. ALFRED SAVOIE,
No. 132. J. curator duly appointed
to estate of ARTHUR GASTONGUAY, insolvent,
and authorized under article 879 of code of
civil procedure.

A farm in the gore of Somerset, containing about three hundred and fifty acres, known and distinguished under numbers sixty a, sixty one and sixty-two (60 a, 61 and 62), of official cadastre for the gore of Somerset—with the buildings and mill thereon erected and all machines, machineries, grinding stone, straps and apparatus contained in the same, save the part sold to Michel Bédard.

To be sold at parochial church door of Notre Dame de Lourdes, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff,
Sheriff's Office,
Arthabaskaville, 2nd August, 1899.
[First published, 5th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : DENIS McCAIG, Plain-
tiff; against DAME
MARY ANN KENNEDY ET VIR., Defendants.

As belonging to the said Plaintiff :

1. An emplacement situate in the village of Bernierville, being number three hundred and thirty-six (No. 336), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Ferdinand of Halifax—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the second range of the township of Ireland, containing twenty-five acres of land in superficies, more or less, being the undivided quarter of lot number one hundred and thirteen (No. 113), on the official plan and book of reference for the said township of Ireland.

To be sold the immovable firstly described at the parochial church door of Saint Ferdinand of Halifax, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, and the immovable secondly described, at the parochial church door of Saint Adrien of Ireland, on the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. O. MILOT,
Deputy Sheriff,
Sheriff's Office,
Arthabaskaville, 26th July, 1899.
[First published, 29th July, 1899.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.
Beauce, to wit : CYRILLE GREGOIRE, Plain-
tiff; against RICHARD
VIGER, Defendant, to wit :

1° A certain lot or broken lots (abouts) situate in the parish of Saint Bernard, now known and designated as numbers ninety-seven and ninety-nine (97 and 99), on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint

de Saint-Bernard, de la contenance de vingt-sept arpents en superficie, plus ou moins—circonstances et dépendances.

2° Deux arpents de terre de front sur environ trente arpents de profondeur, sis et situés en la paroisse de Saint-Bernard, seigneurie Saint-Etienne, au premier rang; bornés au nord-est par la Rivière Chaudière, au sud-ouest par les représentants de Jean Vachon dit Pomerleau, au nord-ouest par David Gravelle, et au sud par Richard Viger—circonstances et dépendances. La dite terre étant maintenant connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Bernard, sous le numéro cent un (101).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, le VINGT-UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 14 août 1899. 2935

[Première publication, 19 août 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir:) **PIERRE NADEAU**, Deman-
No 2768.) deur; contre **JEAN POULIOT**,
LIOT, Défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Pierre de Broughton, connue sous les numéros sept e et sept e (7e et 7e), du cadastre officiel pour le huitième rang du canton de Broughton, de la contenance de cent acres, plus ou moins, en superficie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Broughton, le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 2 août 1899. 2799-2

[Première publication 5 août 1899.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **GEORGE MINER**, du
District de Bedford. } canton de Dunham, dans
No 6413. } le district de Bedford, culti-
teur, Demandeur; contre les terres et tenements
de **GEORGE C. MANSFIELD**, de la partie est du
canton de Farnham, dans le dit district, Défendeur.

Ce morceau de terre formant partie du lot numéro treize, dans le premier rang des lots, subdivision primitive du canton de Farnham (partie est), et du lot de terre maintenant connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la dite partie est du canton de Farnham, comme partie du lot numéro 47 (pt. 47); borné et décrit comme suit: commençant au côté est du chemin public courant le long de la ligne ouest du dit lot numéro treize, à un point quarante-deux verges et un pied sud du poteau du coin nord-ouest du dit lot, et courant vers l'est parallèle à la ligne de concession nord du dit lot, une distance de neuf verges; de là vers le sud parallèle à la ligne ouest du dit lot huit verges; de là vers l'est quatre verges; de là vers le nord quinze verges; de là

Bernard, containing twenty-seven arpents in area, more or less—circumstances and dependencies.

2° Two arpents of land in front by about thirty arpents in depth, situate and being in the parish of Saint Bernard, seigniory Saint Etienne, in the first range; bounded on the north east by the river Chaudière, on the south west by the representatives of Jean Vachon dit Pomerleau, on the north west by David Gravelle, and on the south by Richard Viger—circumstances and dependencies. The said land being now known and described upon the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Bernard, as number one hundred and one (101).

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernard, on the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 14th August, 1899. 2936

[First published, 19th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit:) **PIERRE NADEAU**, Plaintiff;
No. 2768.) against **JEAN POULIOT**,
Defendant, to wit:

A lot of land situate in the parish of Saint Pierre de Broughton, known under the numbers seven e and seven e (7e and 7e), of the official cadastre for the eighth range of the township of Broughton, containing one hundred acres, more or less, in superficie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Broughton on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint-Joseph, Beauce, 2nd August, 1899. 2800

[First published, 5th August, 1899.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } **GEORGE MINER**, of the
District of Bedford. } township of Dunham, in
No 6413. } the district of Bedford,
farmer, Plaintiff; against the lands and tenements
of **GEORGE C. MANSFIELD**, of the east part of
the township of Farnham, in said district, Defend-
ant.

That certain piece or parcel of land forming part of lot number thirteen, of the first range of lots of the primitive subdivision of the township of Farnham (east part), and of the lot of land which is now known and designated on the official plan and in the book of reference of the said east part of the township of Farnham, as part of lot number forty-seven (pt 47); bounded and described as follows: beginning at the east side of the highway which runs along the west line of the said lot number thirteen, at a point forty-two rods and one foot south of the north west corner part of the said lot and running eastward parallel to the north concession line of the said lot, a distance of nine rods; thence southward parallel to the west line of the

public; de là vers le sud le long du dit chemin public sept verges jusqu'au point du départ. Le dit morceau de terre ainsi décrit étant borné au nord et à l'est par le résidu du dit lot, au sud par les terres d'un nommé Clark Mansfield, à l'ouest et au sud par le lot de la maison d'école, et à l'ouest par le dit chemin public, et supposé contenir environ cent vingt-trois verges carrées en superficie—avec toutes les bâtisses sus érigées et circonstances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vincent, à Adamsville, ainsi appelé, dans le comté de Broome et district de Bedford, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON, Sheriff.
Bureau du Shérif, Sweet'sburg, 22 juillet 1899.
[Première publication, 29 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure — District de Bedford
Province de Québec, District de Bedford, No 6453. } DAME ELLEN M. WORDEN, du canton de Dunham, dans le district

de Bedford, veuve de feu James Marshall, en son vivant du même lieu, cultivateur, décédé, demanderesse; contre les meubles et immeubles de J. R. HARVEY et MARY JENNE, épouse de feu Jonathan R. Harvey, en son vivant du canton de Dunham, dans le dit district, cultivateur, décédé, tous deux du dit canton de Dunham, Défendeurs.

Ces morceaux de terre sis et situés dans le dit canton de Dunham, connus et désignés comme :

1o Partie du lot numéro dix (10), dans le quatrième rang, subdivision primitive, du canton de Dunham, dans le district de Bedford, et maintenant connue comme la partie est du lot trois cent cinquante-deux A (352 A), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, supposée contenir dix acres de terre en superficie, plus ou moins, sauf et excepté, un acre du coin sud-est du dit lot, par acte de vente du dit débiteur, à un nommé D. D. Harvey, devant Eugène Sicotte, N. P., en date du 27 octobre 1887, et enregistré le 21e jour de décembre 1887, dans le bureau d'enregistrement du comté de Missisquoi, registre B., page 709, No 30,662.

2o Partie du lot No 9, dans le 3e rang, subdivision primitive, du dit canton de Dunham, ayant deux verges de largeur de l'est à l'ouest et trois verges et un pied de longueur du nord au sud, au coin sud-ouest du dit lot numéro 9; bornée au nord et à l'est par le résidu du dit lot, au sud par la ligne de borne sud, et à l'ouest par la ligne du bout ouest du dit lot, et maintenant plus particulièrement connue comme ayant été prise du coin sud-ouest du lot numéro deux cent trente et un des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham.

3o Un morceau de terre formant partie du lot numéro neuf, dans le quatrième rang des lots, subdivision primitive, du dit canton et du lot numéro trois cent cinquante-trois (353) du plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton; borné et décrit comme suit: Commencant au coin sud-est du dit lot; de là courant ouest sur la ligne sud du dit lot douze verges; de là, nord parallèle à la ligne est du dit lot jusqu'à la ligne nord d'icelui, douze verges ouest du coin nord-est du dit lot; de là,

thence northward fifteen rods; thence westward thirteen rods to the aforesaid highway; thence southward along the said highway seven rods to the point of commencement, the said parcel of land so described being bounded on the north and east by the residue of said lot, on the south by the lands of one Clark Mansfield, on the west and south by the school house lot, and on the west by the said highway, and is supposed to contain about one hundred and twenty-three square rods in superficies—with all buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of Saint Vincent, at Adamsville, so called, in the county of Broome and district of Bedford, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON, Sheriff.
Sheriff's Office, Sweet'sburg, 22nd July, 1899.
[First published, 29th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court — District of Bedford.
Province of Quebec, District of Bedford, No. 6453. } DAME ELLEN M. WORDEN, of the town.

ship of Dunham, in the district of Bedford, widow of the late James Marshall, in his lifetime of the same place, farmer, deceased, Plaintiff; against the goods and lands of J. R. HARVEY and MARY JENNE, wife of the late Jonathan R. Harvey, in his lifetime of the township of Dunham, in said district, farmer, deceased, both of the said township of Dunham, Defendants.

Those certain pieces and parcels of land, lying and situate in the said township of Dunham, known and distinguished as :

1. Part of lot number ten (10), in fourth range, of the primitive subdivision, of the township of Dunham, in the district of Bedford, and now known as the east part of lot three hundred and fifty two A (352 A), of the official plan and book of reference of the said township of Dunham, supposed to contain ten acres of land in superficies, more or less, save and except one acre off from the south east corner of said lot, by deed of sale from said debtor, to one D. D. Harvey, before Eugène Sicotte, N. P., dated the 27th October, 1887, and registered the 21st December, 1887, in Missisquoi county registry office, book B., page 709, No 30,662.

2. A part of lot No. 9, in the 3rd range, primitive subdivision, of said township of Dunham, being two rods in width from east to west, and three rods and one foot, in length from north to south, in the south west corner of said lot number 9; bounded on the north and east by the remainder of said lot, on the south by the southerly boundary line, and on the west by the west end line of said lot, and now more particularly known as being taken from the south west corner of lot number two hundred and thirty-one of said official plan and book of reference of said township of Dunham.

3o A certain piece or parcel of land forming part of lot number nine, in the fourth range of lots of the primitive subdivision, in said township and of lot number three hundred and fifty-three (353) of the cadastral plan and book of reference of said township; and bounded and described as follows: Commencing at the south east corner of said lot; thence running west on the south line of said lot twelve rods; thence north parallel to the east line of said lot to the north line thereof, twelve

courant est, sur la ligne nord du dit lot, trois verges et un pied ; de là, sud jusqu'à la ligne de borne sud du dit lot jusqu'en-dedans de trois verges et un pied de la dite ligne de borne et de là, courant est jusqu'à la ligne de borne est du dit lot numéro neuf, dans le quatrième rang.

4o Partie du lot numéro huit, dans le troisième rang, dite subdivision primitive, du dit canton de Dunham, maintenant plus particulièrement connue comme lot numéro (227) deux cent vingt sept, des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, sauf et excepté cependant de ce lot en dernier lieu décrit : deux (2) lisières à distraire du bout sud ouest d'icelui, vendues par le dit débiteur à un nommé John N. Townsend, par acte de vente passé devant M. O. Hart, N. P., le troisième jour de septembre 1892, enregistré sous le numéro 34,613 et décrit comme suit :

Le premier morceau commençant au coin sud-ouest du dit lot ; de là courant est sur la ligne sud du dit lot une distance de huit verges et demie ; de là nord-ouest parallèle à la ligne est du lot de cadastre No 228 jusqu'au côté sud du chemin public, une distance de huit verges et demie de la jonction du dit côté du chemin public avec la dite ligne ouest du dit lot numéro deux cent vingt-sept (227) ; de là sud le long du dit chemin public jusqu'à la dite ligne ouest du dit lot No 227 ; de là sud sur cette dernière ligne jusqu'au point de départ. Et l'autre morceau d'icelui commençant à la jonction du côté nord du dit chemin public avec la dite ligne ouest du dit lot numéro 227 ; de là courant nord-est le long du dit côté du chemin public, une distance de quinze verges et douze pieds jusqu'à un point ; de là nord jusqu'à la ligne ouest du dit lot numéro 227 à une distance de dix-huit verges du coin nord-ouest du dit lot numéro deux cent vingt-huit ; de là sud le long de la ligne ouest du dit lot numéro 227 jusqu'au coin nord-est du lot numéro 228 ; de là sud sur la ligne ouest du dit lot numéro 227 jusqu'au point de départ.

Les morceaux de terre ci-dessus décrits pour être vendus en un seul lot comme formant une seule terre et comme appartenant à J. R. Harvey, un des dits défendeurs—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et circonstances, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Croix, dans le village de Dunham et district de Bedford, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS S. COTTON

Bureau du shérif. Shérif.
Sweetsburg, 22 juillet 1899. 2695
[Première publication, 29 juillet 1899.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

rods west of the north east corner of said lot ; thence running east on the north line of said lot three rods and one foot ; thence southerly to the southern boundary line of said lot to within three rods and one foot from said boundary line, and thence running east to the eastern boundary line of said lot number nine, in the fourth range.

4. Part of lot number eight, in the third range, of said primitive subdivision, of said township of Dunham, now more particularly known as lot number (227) two hundred and twenty seven, of the said official plan and book of reference of said township of Dunham, saving and except however from this last described lot : two (2) strips off from the south west end thereof, as sold by said debtor to one John N. Townsend, by deed of sale executed before M. O. Hart, N. P., the third day of september, 1892, registered under number 34,613 and described as follows :

The first piece whereof by commencing at the south - west corner of said lot ; thence running east on the south line of said lot a distance of eight rods and a half of rod ; thence north westerly parallel to the easterly line of cadastral lot No. 228 to the southerly side of the highway, a distance of eight rods and a half of a rod from the junction of the said side of highway with the said westerly line of said lot number two hundred and twenty seven (227) ; thence southerly along said highway to the said westerly line of said lot No. 227 ; thence southerly on this last line to the place of beginning. And the other piece whereof by commencing at the junction of the northerly side of said highway with the said westerly line of said lot number 227 ; thence running north easterly along said side of highway, a distance of fifteen rods and twelve feet to a point ; thence northerly till it strikes the west line of said lot number 227 at a distance of eighteen rods from the north west corner of said lot number two hundred and twenty eight ; thence southerly along the west line of said lot number 227 to the north east corner of lot number 228 ; thence southerly on the westerly line of said lot number 227 to the place of beginning.

The above described pieces of land to be sold *en bloc* as forming one farm and as belonging to J. R. Harvey, one of the said defendants,—together with all the buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging, at the parish church door of Sainte Croix, in the village of Dunham and district of Bedford, on the SECOND day of SEPTEMBER next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS S. COTTON,

Sheriff's office, Shérif.
Sweetsburg, 22nd July, 1899. 2696
[First published, 29th July, 1899.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **A SOCIÉTÉ PERMANENTE DE CONSTRUCTION DU DISTRICT D'IBERVILLE**, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse; contre **S. H. BROUSSEAU**, de la dite ville de Saint-Jean, et **PHILIPPE BROUSSEAU**, de la cité et du district de Montréal, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur Philippe Brousseau :

Une terre sise et située sur la première concession sud-est de la rivière Montréal, en la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro trois cent cinq (No 305), de la contenance de cent douze arpents, trente-quatre perches et cent soixante et deux pieds en superficie—avec les bâtisses y érigées.

A distraire, cependant, du dit immeuble une bâtisse en bois d'environ seize pieds par vingt pieds appartenant à "The Hermitage Creamery", avec les circonstances et dépendances de telle bâtisse servant de poste d'écrémage, et y compris un puits artésien.

Subjecte, la dite terre, à la charge du bail pour l'année courante, en faveur de François Gaudreault, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, fait et passé le 30 avril 1895, devant M^{re} A. N. Deland, notaire, et se terminant le 1er avril 1900.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, le SIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif,

Saint-Jean, 4 août 1899.

Première publication, 5 août 1899.]

Député-Shérif.
2785-2**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Iberville.*

Saint-John's, to wit : } **A SOCIÉTÉ PERMANENTE DE CONSTRUCTION DU DISTRICT D'IBERVILLE**, body politic and corporate, having its place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff; against **S. H. BROUSSEAU**, of the said town of Saint Johns, and **PHILIPPE BROUSSEAU**, of the city and district of Montreal, Defendants.

As belonging to the said defendant; Philippe Brousseau :

A farm lying and situate on the first south east concession of the river Montreal, in the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the number three hundred and five (No. 305), containing one hundred and twelve arpents, thirty-four perches and one hundred and sixty-two feet in superficies—with the buildings thereon erected.

To be with drawn, however, from the said immovable a wooden building of about sixteen feet by twenty feet belonging to "The Hermitage Creamery", with the circumstances and dependencies of such building used as a creamery station, and including an artesian well.

Subject, the said farm to the charge of the lease for the current year, in favor of François Gaudreault, farmer, of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, done and passed on the 30th April 1895, before M^{re} A. N. Deland, notary, and ending on the 1st of April, 1900.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office,

Saint John's, 4th August, 1899.

[First published, 5th August, 1899.]

Deputy Sheriff.

2786

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure—Joliette.*

Joliette, à savoir : } **DAME DOMITHILDE DETHIER**, Demanderesse; contre **JEAN-BAPTISTE GIBOULEAU**, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, dans le district de Joliette, et portant le numéro cent cinquante et un (151), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisses de Saint-Roch de l'Achigan—avec les bâtisses y érigées.

2° Une terre située dans la paroisse de Saint-Henri de Mascouche dans le dit district, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de cette dernière paroisse, sous le numéro cinq cent soixante et douze (572)—avec les bâtisses y érigées.

3° Une autre terre située dans la dite paroisse de Saint-Henri de Mascouche, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro cinq cent soixante et dix (570)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues comme suit, savoir : le No 151, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, le TRENTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi; les Nos 572 et 570, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court—Joliette.*

Joliette, to wit : } **DAME DOMITHILDE DETHIER**, Plaintiff; against **JEAN BAPTISTE GIBOULEAU**, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Roch de l'Achigan, in the district of Joliette, and bearing the number one hundred and fifty-one (151), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Roch de l'Achigan—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the parish of Saint-Henri de Mascouche, in the said district, and known and designated on the official plan and book of reference of the latter parish, under the number five hundred and seventy-two (572)—with the buildings thereon erected.

3. Another lot of land situate in the said parish of Saint Henri de Mascouche, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the number five hundred and seventy (570)—with the buildings thereon erected.

To be sold as follows, to wit : No. 151, at the church door of the parish of Saint Roch de l'Achigan, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon; Nos. 572 and 570, at the church door of the parish of Saint Henri

Henri de Mascouche, le TRENTE-UNIEME jour de AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. de Mascouche, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Sheriff's Office,

Sherif

Joliette, 25 juillet 1899.

2717-2

Joliette, 25th July, 1899.

2718

[Première publication, 29 juillet 1899.]

[First published, 29th July, 1899.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

Sheriff's Sales—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Montmagny.

Province de Québec, } JOSEPH LETOUR-
District de Montmagny. } NEAU, de Saint-
No 712. } François de la Rivière
du Sud, cultivateur ; contre PHILIBERT MORIN,
de Saint-Pierre Rivière du Sud, savoir :

Un emplacement connu comme faisant partie du numéro cent un (101), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A charge d'une rente annuelle de huit piastres payables aux Dames Religieuses du Bon Pasteur de Saint-Pierre.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Pierre, MERCREDI, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Montmagny, 26 juillet 1899.

2689-2

[Première publication, 29 juillet 1899.]

Sheriff's Office,

Montmagny, 26th July, 1899.

Sheriff.

2690

[First published, 29th July, 1899.]

Ventes par le Shérif—Montréal

Sheriff's Sales—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIE ANNA
No 22. } ALBERTINE BELI-

VEAU, de Montréal, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Edmond Emile Simard, médecin, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Demanderesse ; contre les terres et tenements de LOUIS JOSEPH BASTIEN, gentilhomme, du village de Vaudreuil, district de Montréal, en sa qualité de curateur au délaissement du lot No 43 de la subdivision du lot originaire 6, du village incorporé Saint-Jean-Baptiste ; borné en front par la rue Chambord—avec une maison à deux étages sur solage en pierre, façade lambrissée en pierre, et les côtés et derrière en briques, avec aussi le hangar en arrière, JEAN JOSEPH BEAU-CHAMP, avocat, de la cité de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Louis Joseph Bastien, en sa qualité de curateur, et à Jean Joseph Beau-champ, personnellement, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro 43 de la subdivision du lot originaire No. 6 ; borné en front par la rue Chambord—avec une maison à deux étages sur solage en pierre, façade lambrissée en pierre, et les côtés et derrière en briques, avec aussi le hangar en arrière.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARIE ANNA
No. 22. } ALBERTINE BELI-

VEAU, of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Edmond Emile Simard, physician, of the same place, and the latter in so far as need be to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiff ; against the lands and tenements of LOUIS JOSEPH BASTIEN, gentleman, of the village of Vaudreuil, district of Montreal, in his quality of curator to the surrender of lot No. 43 of the subdivision of the original lot 6, of the incorporated village of Saint Jean Baptiste ; bounded in front by Chambord street—with a two storey house on stone foundation, the front cased in stone, and the sides and rear in brick, with also the hangar in rear, JEAN JOSEPH BEAU-CHAMP, advocate, of the city of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to Louis Joseph Bastien, in his quality of curator, and to Jean Joseph Beau-champ, personally, the following immovable, to wit :

A lot of land known and described on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, as No. 43 of the subdivision of the original lot No. 6 ; bounded in front by Chambord street—with a two storey house on stone foundation, the front cased in stone, and the sides and rear in brick, with also the hangar in rear.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 14 août 1899. 2933
[Première publication, 19 août 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **J. HENRY WILSON**,
No 807. } marchand de fer, de la
cité et du district de Montréal, Demandeur : contre
les terres et tenements mentionnés et décrits dans
la cédule marquée "A," annexée au bref en cette
cause, étant la propriété de GEDEON BOURGON,
forgeron, du village de la Station du Coteau, dans
la paroisse de Saint-Polycarpe, district de Montréal,
Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans le village de la Station du Coteau, paroisse de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, comme faisant partie du numéro cent soixante et six (partie No 166) ; tenant en front au chemin public, en arrière ci-devant à Antoine Asselin, et maintenant au Révd. M. Lippé, d'un côté ci-devant à Elzéar Castonguay, et maintenant aux demoiselles Pharand, et de l'autre côté à une rue, contenant cinq perches de profondeur avec la longueur qu'il peut y avoir du terrain des demoiselles Pharand à la dite rue—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Polycarpe, le VINGT-UNIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
Montréal, 14 août 1899. 2931
[Première publication, 19 août 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LES SYNDICS DE LA**
No 4389. } **PAROISSE DE LA**
NATIVITÉ DE LA SAINTE VIERGE D'HOCHELAGA, corps incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements de MICHAEL GUERIN, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un emplacement—avec les bâtisses y érigées, situé dans la cité de Sainte-Cunégonde, de Montréal, comté d'Hochelaga, district de Montréal, de la contenance de quatre-vingt-dix pieds de front, par cent-dix pieds de profondeur, étant la partie nord-est du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cinq cent quatre-vingt dix-huit, la dite partie ainsi saisie ; bornée en front par la rue Notre-Dame, du côté nord-est par le lot numéro cinq cent quatre-vingt-douze, du côté sud-ouest par le résidu du dit lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-huit, en profondeur par partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-troize, par les lots numéros cinq cent quatre-vingt-quatorze, cinq cent quatre-vingt-quinze, cinq cent quatre-vingt-seize, et partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-sept, tous ces dits numéros étant des susdits plan et livre de renvoi officiels.

2° Un terrain situé dans la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâtisses y érigées, et borné en front par la rue Notre-Dame, le dit terrain composé de deux lots de terre connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros cinq cent soixante et neuf et cinq cent soixante et douze.

3° Trois lots de terre situés dans la ville de Maisonneuve, comté d'Hochelaga, district de Montréal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 14th August, 1899. 2934
[First published, 19th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **J. HENRY WILSON**,
No. 807. } hardware merchant, of the
city and district of Montreal, Plaintiff ; against the
lands and tenements mentioned and described in
the schedule marked "A," annexed to the writ in
this cause, being the property of GEDEON BOURGON,
blacksmith, of the village of the Coteau Station,
in the parish of Saint Polycarpe, district of
Montreal; Defendant.

A lot situate and being in the village of Coteau Station, parish of Saint Polycarpe, county of Soulanges, known and described on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Polycarpe, as forming part of number one hundred and sixty-six (part No. 166) ; bounded in front by the public road, in rear formerly by Antoine Asselin, and now by the Revd. Mr. Lippé, on one side formerly by Elzéar Castonguay, and now by the Misses Pharand, and on the other side by a street, containing five perches in depth by the length there way be from the lot of the Misses Pharand to the said street—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Polycarpe, on the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 14th August, 1899. 2932
[First published, 19th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TRUSTEES OF THE**
No. 4389. } **PARISH OF LA NATI-**
VITÉ DE LA SAINTE VIERGE D'HOCHEL-
LAGA, a body politic and corporate having its chief business office at Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of MICHAEL GUERIN, of the city and district of Montreal, Defendant.

1° A lot—with the buildings thereon erected, situate in the city of Sainte Cunégonde de Montréal, county of Hochelaga, district of Montréal, containing ninety feet in front by one hundred and ten feet in depth, being the north east part of the lot of land known and described on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montréal, as number five hundred and ninety-eight, said part so seized being bounded in front by Notre Dame street, on the north east side by lot number five hundred and ninety-two, on the south west side by the residue of the said lot number five hundred and ninety-eight, in depth by part of lot number five hundred and ninety-three, by lots numbers five hundred and ninety-four, five hundred and ninety-five, five hundred and ninety-six, and part of lot number five hundred and ninety-seven, all the said numbers being those of the said official plan and book of reference.

2. A lot situate in the city of Sainte Cunégonde de Montréal, county of Hochelaga, district of Montréal—with the buildings thereon erected ; and bounded in front by Notre-Dame street, said lot made up of two lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montréal, as numbers five hundred and sixty-nine and five hundred and seventy-two.

3. Three lots of land situate in the town of Maisonneuve, county of Hochelaga, district of Mon-

—avec circonstances et dépendances, connus et désignés sur le plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous les numéros quatre cent quatre-vingt-quinze, quatre cent quatre-vingt-seize "A" de la subdivision du lot primitif numéro quatorze. Tous les dits lots bornés en front par une rue projetée, connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro six cent deux, de la subdivision du dit lot primitif numéro quatorze.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 16 août 1899. 2979
[Première publication, 19 août 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } FRANK SCOTT, des cité et No 2069. } district de Montréal, assistant-trésorier, en sa qualité de secrétaire du "Grand Trunk Railway of Canada Superannuation and Provident Fund Association," Demandeur ; contre les terres et tenements de MICHAEL GUERIN, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

1° Un terrain situé dans la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, comté d'Hochelaga, district de Montréal, composé de deux lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro en q cent soixante et neuf et cinq cent soixante et deux :—avec les bâtisses y érigées. Ces dits lots étant contigus et formant une seule et même exploitation, et borné en front par la rue Notre-Dame.

2° Trois lots de terre situés dans la ville de Maisonneuve, comté d'Hochelaga, district de Montréal —avec circonstances et dépendances, connus et désignés sur le plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous les numéros quatre cent quatre-vingt-quinze, quatre cent quatre-vingt-seize et quatre cent quatre-vingt-seize "A." de la subdivision du lot primitif numéro quatorze. Tous les dits lots bornés en front par une rue projetée, connue et désignée, connue et désignée sur les susdits plans et livres de renvoi officiels, sous le numéro six cent deux, de la subdivision du dit lot primitif numéro quatorze.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 16 août 1899. 2977
[Première publication, 19 août 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } FRANK SCOTT, des cité et No 1247. } district de Montréal, assistant-trésorier, en sa qualité de secrétaire du "Grand Trunk Railway of Canada Superannuation and Provident Fund Association", Demandeur ; contre les terres et tenements de Demoiselle MARY ELLEN GUERIN, de la cité et du district de Montréal, Défenderesse.

1° Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, étant une partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, sous le numéro six cent dix-huit (618), le dit terrain mesurant quarante et un pieds (41) pieds et six (6) pouces de front par soixante et huit (68) pieds de profondeur, plus ou moins ; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière, par le lot six cent dix-neuf (619), d'un côté par partie du lot six cent dix-sept (617), et de l'autre

treil — with circumstances and dependencies, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as numbers four hundred and ninety-five, four hundred and ninety-six and four hundred and ninety-six "A", of the subdivision of the primitive lot number fourteen. All the said lots bounded in front by a projected street, known and designated in the said official plan and book of reference, as number six hundred and two, of the subdivision of the said primitive lot number fourteen.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 16th August, 1899. 2980
[First published, 19th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montréal.

Montréal, to wit : } FRANK SCOTT, of the city No. 2069. } and district of Montréal, assistant-treasurer, in his quality of secretary of the Grand Trunk Railway of Canada Superannuation and Provident Fund Association, Plaintiff ; against the lands and tenements of MICHAEL GUERIN, of the city and district of Montréal, Defendant.

1. A lot situate in the city of Sainte-Cunégonde de Montréal, county of Hochelaga, district of Montréal, made up of two lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montréal, as number five hundred and sixty-nine and five hundred and seventy-two—with the buildings thereon erected. The said lots are contiguous and form one and the same plot, bounded in front by Notre-Dame street.

2. Three lots of land situate in the town of Maisonneuve, county of Hochelaga, district of Montréal— with circumstances and dependencies, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as numbers four hundred and ninety-five, four hundred and ninety-six, and four hundred and ninety-six et quatre cent quatre-vingt-seize "A", of the subdivision of the primitive lot number fourteen. All the said lots bounded in front by a projected street, known and designated in the said official plans and books of reference, as number six hundred and two, of the subdivision of the said primitive lot number fourteen.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 16th August, 1899. 2978
[First published, 19th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montréal.

Montréal, to wit : } FRANK SCOTT, of the city No. 1247. } and district of Montréal, assistant-treasurer, in his quality of secretary of the "Grand Trunk Railway of Canada Superannuation and Provident Fund Association", Plaintiff ; against the lands and tenements of Miss MARY ELLEN GUERIN, of the city and district of Montréal, Defendant.

1. A lot situate and being in Saint Lawrence ward, in the city of Montréal, in the district of Montréal, being a part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, as number six hundred and eighteen (618), said lot measuring forty-one (41) feet six (6) inches in front by sixty-eight (68) feet in depth, more or less ; bounded in front by Saint Lawrence street, in rear by lot number six hundred and nineteen (619), on one side by part of lot six hundred and seventeen (617), and on the

côté par partie du lot six cent vingt et un (621), des susdits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un terrain sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, étant une partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, sous le numéro six cent dix (610), le dit terrain mesurant vingt-neuf (29) pieds de front par quarante pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par le lot six cent neuf (609), d'un côté par partie du lot six cent onze (611), et de l'autre côté par partie du lot six cent huit (608), des susdits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 16 août 1899. Shérif, 2975
[Première publication, 19 août 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **M**ESSIEURS BERARD & No 1965. } **B**RODEUR, avocats distraits du Demandeur, ALPHONSE VALIQUETTE, entrepreneur, des cité et district de Montréal; contre les terres et tenements de DAME MARIE ANNA CHARLOTTE DESAULNIERS, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de George Daveluy, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, district de Montréal, mesurant vingt (20) pieds de largeur par quatre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur, composé: 1° de la partie nord-est du lot numéro quatre cent dix-huit (418), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste (de la paroisse de Montréal), sous le numéro quinze (15), mesurant quinze pieds de largeur par quatre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur; 2° de la partie sud-est du lot quatre cent dix-sept (417), de la même subdivision, mesurant cinq (5) pieds de largeur par quatre-vingt-quinze (95) pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise; borné en front par la rue Saint-Denis, du côté nord-ouest au résidu du susdit lot quatre cent dix-sept (417), du côté sud-est au résidu du susdit lot quatre cent dix-huit (418), et en arrière par une ruelle en commun avec ceux y ayant droit—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 16 août 1899. Shérif, 2973
[Première publication, 19 août 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal à savoir: } **T**HE CANADIAN MUTUAL No 694. } **I**TUAL LOAN AND INVESTMENT COMPANY, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa place d'affaires dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et ayant son principal bureau pour la province de Québec, dans la cité de Montréal, dit district, Demanderesse; contre les terres et tenements de JOSEPH TAVERNIER, de la cité de

other side by part of lot number six hundred and twenty-one (621), of the said official plan and book of reference—with buildings thereon erected.

2. A lot situate and being in Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, being a part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, as number six hundred and ten (610); said lot measuring twenty-nine (29) feet in front by forty feet in depth, more or less; bounded in front by Saint Lawrence street, in rear by lot six hundred and nine (609), on one side by part of lot number six hundred and eleven (611), and on the other side by part of lot number six hundred and eight (608), of the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 16th August, 1899. Sheriff, 2976
[First published, 19th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**ESSRS BERARD & No. 1965. } **B**RODEUR, advocates distracting for costs of the plaintiff, ALPHONSE VALIQUETTE, contractor, of the city and district of Montreal; against the lands and tenements of DAME MARIE ANNA CHARLOTTE DESAULNIERS, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of George Daveluy, of the same place, and the latter to authorize his said wife, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A lot of land situate and being in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, district of Montreal, measuring twenty (20) feet in width by ninety-five (95) feet in depth, made up: 1. of the north west part of lot number four hundred and eighteen (418), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste (of the parish of Montreal), as number fifteen (15), measuring fifteen feet in width by ninety-five (95) feet in depth; 2. of the south east part of lot four hundred and seventeen (417), of the same subdivision, measuring five (5) feet in width by ninety-five (95) feet in depth, the whole english measure, more or less, without warranty of precise measurement; bounded in front by Saint Denis street, on the north west side by the residue of the said lot four hundred and seventeen (417), on the south east side by the residue of the said lot four hundred and eighteen (418), and in rear by a lane in common with the parties entitled thereto—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 16th August, 1899. Sheriff, 2974
[First published, 19th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE CANADIAN MUTUAL No. 694. } **I**TUAL LOAN AND INVESTMENT COMPANY, a body politic and corporate, having its head office and place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario, and having its principal office for the province of Quebec, in the city of Montreal, said district, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH TAVERNIER, of the city of Sainte-Cunégonde, in

Sainte-Cunégonde, dans le district de Montréal, marchand, mais maintenant de Rockfield, dit district, Défendeur.

Un emplacement sis et situé en la paroisse des Saints-Anges de Lachine, à Rockfield, connu et désigné comme partie de la subdivision numéro quatorze (14), du lot numéro neuf cent quatorze (914), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, le dit emplacement contenant soixante pieds de largeur en front, quatre-vingt-dix neuf pieds de largeur en arrière, et cent vingt pieds de profondeur, et est borné comme suit : en front par le chemin de Lachine, connu sous le nom de "Upper Lachine Road", en arrière par la partie non subdivisée du lot numéro neuf cent quatorze (914), au nord-est par le résidu de la subdivision quatorze (14) du dit lot numéro neuf cent quatorze (914), et au sud-ouest par le lot numéro neuf cent quinze (915), des dits plans—avec les bâtisses dessus construites, et avec tous les droits et servitudes actifs et passifs qui peuvent exister sur le dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 26 juillet 1899. 2727-2
[Première publication, 29 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

District of Montreal.

Montréal, à savoir:) L'INSTITUTION ROYALE
No. 1013.) POUR L'AVANCEMENT
DES SCIENCES, corps politique et incorporé, ayant
sa principale place d'affaires dans les cité et district de
Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements
de MAGLOIRE LARUE, des cité et district
de Montréal, tailleur, Défendeur.

1° Ce lot de terre situé au coin est des rues Sainte-Catherine et Saint-Marc, dans la cité de Montréal, contenant vingt et un pieds de largeur en front et en arrière sur cent onze pieds de profondeur, mesure française, plus ou moins, connu comme subdivision seize cent vingt-cinq V, sur le plan de subdivision fait et déposé du lot seize cent vingt-cinq, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Antoine ; borné en front par la rue Sainte-Catherine, en arrière par une ruelle, au sud-ouest par la rue Saint-Marc, et au nord-est par un nommé Dart ou représentants, avec le droit de passage dans la ruelle en arrière, conformément à l'acte passé devant J. S. Hunter, notaire, le sixième jour de mai dix huit cent soixante et douze—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un lot de terre situé au coin nord des rues Saint-Denis et Dorchester, dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Denis, et contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent quarante quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, étant composé de la subdivision deux de la subdivision un, du lot numéro quatre cent trente-deux, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, contenant vingt-trois pieds de front et vingt-deux pieds trois pouces en arrière sur cent quarante-quatre pieds de profondeur, et la subdivision un, de la subdivision deux, du dit lot officiel No 432, contenant deux pieds de front et deux pieds neuf pouces en arrière sur la même profondeur—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 26 juillet 1899. 2725-2
[Première publication, 29 juillet 1899.]

the district of Montreal, merchant, but presently of Rockfield, said district, Defendant.

A lot of land situate and being in the parish of Les Saints Anges de Lachine, at Rockfield, known and designated as part of the subdivision number fourteen (14), of lot number nine hundred and fourteen (914), of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, the said lot containing sixty feet width in front, ninety-nine feet width in rear, and one hundred and twenty feet in depth, and bounded as follows : in front by the Lachine road, known under the name of Upper Lachine Road, in rear by the non subdivided part of lot number nine hundred and fourteen (914), on the north east by the remainder of subdivision fourteen (14), of the said lot number nine hundred and fourteen (914), and on the south west by lot number nine hundred and fifteen (915), of the said plans—with the buildings thereon erected and all the other rights and servitudes both active and passive that may exist on the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 26th July, 1899. 2728
[First published, 29th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit:) THE ROYAL INSTITUTION
No. 1013.) FOR THE ADVANCE-
MENT OF LEARNING, a body politic and corpor-
ate, having its principal place of business in the
city and district of Montreal, Plaintiff ; against the
lands and tenements of MAGLOIRE LARUE, of
the city and district of Montreal, tailor, Defendant.

1. That certain lot of land at the easterly corner of Sainte Catherine and Saint Mark streets, in the city of Montreal, containing twenty-one feet in width in front and rear by one hundred and eleven feet in depth, french measure, and more or less and known as subdivision sixteen hundred and twenty-five V, on the subdivision plan made and filed of lot sixteen hundred and twenty-five, on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward ; bounded in front by Sainte Catherine street, in rear by a lane, to the south west by Saint Mack street, and the north east by one Dart or representatives, with the right of passage in the lane in rear, in accordance with the deed passed before J. S. Hunter, notary, on the sixth of May, eighteen hundred and seventy-two—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land at the northerly corner of Saint Denis and Dorchester streets, in the city of Montreal ; bounded in front by Saint Denis street, and containing twenty-five feet in width by one hundred and forty-four feet in depth, english measure, and more or less, and being composed of subdivision two of subdivision one of lot number four hundred and thirty-two on the official plan and book of reference of Saint James ward, which contains twenty-three feet in front and twenty-two feet three inches in rear, by one hundred and forty-four feet in depth, and subdivision one of subdivision two, of the said official lot No. 432, which contains two feet in front two feet nine inches in rear by the same depth—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 26th July, 1899. 2726
[First published, 29th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : **D**AME ROSE DE LIMA No 795. **D** ROY, de la cité de Montréal, veuve de François-Xavier Moisan, en son vivant marchand, du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice dument élue en justice à ses enfants mineurs, Anselme Moisan, Joseph Moisan, Marie-Louise Moisan, Yvonne Moisan et Juliette Moisan, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DAME MARIE BRIEN DIT DESROCHERS, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de Henri Girard, marchand, du même lieu, et le dit Henri Girard pour autoriser son épouse aux présentes, Défenderesse.

1o Vingt-quatre lots de terre sis et situés en la ville de Maisonneuve ; bornés en front par l'avenue Jeanne d'Arc, connus et désignés comme subdivisions cent douze (112), cent treize (113), cent quatorze (114), cent quinze (115), cent seize (116), cent dix-sept (117), cent dix-huit (118), cent dix-neuf (119), cent vingt (120), cent vingt et un (121), cent vingt-deux (122), cent vingt-trois (123), cent vingt-quatre (124), cent vingt-cinq (125), cent vingt-six (126), cent vingt-sept (127), cent vingt-huit (128), cent vingt-neuf (129), cent trente (130), cent trente et un (131), cent trente-deux (132), cent trente-trois (133), cent trente-quatre et cent trente-cinq (134 et 135), du lot numéro dix-sept (17), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-**chelaga**—sans bâtisses.

2o Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné comme partie de la subdivision trois cent soixante et quatre (364) du lot numéro dix-sept (17), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-**chelaga** ; borné comme suit : Au sud-est et au nord-ouest par la continuation de la dite subdivision numéro trois cent soixante et quatre (364), du susdit lot numéro dix-sept (17), au sud-ouest par la propriété de la succession Bourbonnière, connue et désignée sous le numéro dix-huit (18), des susdits plans, et au nord par les lots ci-dessus et en premier lieu décrits, lequel lot de terre contenant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de six cents pieds.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député-shérif.
Montréal, 26 juillet 1899. 2731
[Première publication, 29 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : **W**ILLIAM BUSEY, gé-
No 621. rant de compagnie, de
la paroisse de Saint-Vincent de Paul, district
de Montréal, Demandeur ; contre les terres et
tenements mentionnés et décrits dans la cō-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*District of Montreal.*

Montreal, to wit : **D**AME ROSE DE LIMA No. 795. **D** ROY, of the city of Montreal, widow of François-Xavier Moisan, in his lifetime merchant, of the same place, both personally and in her capacity of tutrix duly appointed in law to her minor children, Anselme Moisan, Joseph Moisan, Marie-Louise Moisan, Yvonne Moisan et Juliette Moisan, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME MARIE BRIEN DIT DESROCHERS, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Henri Girard, merchant, of the same place, and the said Henri Girard to authorize his wife herein, Defendant.

1. Twenty-four lots of land, situate and being in the town of Maisonneuve ; bounded in front by Jeanne d'Arc avenue, known and designated as subdivisions one hundred and twelve (112), one hundred and thirteen (113), one hundred and fourteen (114), one hundred and fifteen (115), one hundred and sixteen (116), one hundred and seventeen (117), one hundred and eighteen (118), one hundred and nineteen (119), one hundred and twenty (120), one hundred and twenty-one (121), one hundred and twenty-two (122), one hundred and twenty-three (123), one hundred and twenty-four (124), one hundred and twenty-five (125), one hundred and twenty-six (126), one hundred and twenty-seven (127), one hundred and twenty-eight (128), one hundred and twenty-nine (129), one hundred and thirty (130), one hundred and thirty-one (131), one hundred and thirty-two (132), one hundred and thirty-three (133), one hundred and thirty-four and one hundred and thirty-five (134 and 135), of lot number seventeen (17), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hoche-**chelaga**—without buildings.

2. Another lot of land situate and being in the same place, known and designated as part of subdivision three hundred and sixty-four (364) of lot number seventeen (17), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hoche-**chelaga** ; bounded as follows : On the south east and north west by the continuation of the said subdivision number three hundred and sixty-four (364), of the aforesaid lot number seventeen (17) ; on the north west by the property of the Bourbonnière estate, known and designated as number eighteen (18), of the aforesaid plans, and on the north east by the lots above firstly designated, the said lot of land containing fifty feet in width, by a depth of six hundred feet.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's office, Deputy-sheriff.
Montreal, 26th July, 1899. 2732
[First published, 29th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*District of Montreal.*

Montréal, to wit : **W**ILLIAM BUSBY, com-
No. 621. pany manager, of the
parish of Saint Vincent de Paul, in the dis-
trict of Montreal, Plaintiff ; against the lands
and tenements mentioned and described in the

dûle marquée A, annexée au bref en cette cause, étant la propriété de OLIVIER DAGE-NAIS, cultivateur, de la paroisse de Saint-Martin, district de Montréal, Défendeur, et maintenant entre les mains de Joseph Albert Girard, avocat, des cité et district de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par le défendeur. Saisi comme appartenant au dit défendeur et maintenant en la possession du dit curateur dûment nommé au délaissement fait par le défendeur, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre ou emplacement, sis et situé en la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, district de Montréal ; borné en front par le chemin public, qui conduit au pont, le dit lot de terre étant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Martin, sous le numéro cent soixante et huit (168)—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Martin, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 25 juillet 1899. 2729
[Première publication, 29 juillet 1899.]

schedule marked A, annexed to the writ in this cause, being the property of OLIVIER DAGE-NAIS, farmer, of the parish of Saint Martin, in the district of Montreal, Defendant, and now in the hands of Joseph Albert Girard, advocate, of the city and district of Montreal, duly appointed curator to the abandonment by the defendant. Seized as belonging to the said defendant and now in the possession of the said curator duly appointed to the said abandonment made by the defendant, the following immoveable, to wit :

A lot or parcel of land situate and being in the parish of Saint Martin, in the county of Laval, in the district of Montreal ; bounded in front by the public road, leading to the bridge, the said lot being known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Martin, under the number one hundred and sixty-eight (168)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Martin, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 25th July, 1899. 2730
[First published, 29th July, 1899.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } FRANCOIS SOULIERE, de
No 1654. } la ville d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, peintre. Demandeur ; contre les terres et tenements de OLIVIER GENDRON, du même lieu, charpentier, Défendeur, à savoir :

Un lot de terre situé en la ville d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, connu sur les plan et livre de renvoi officiels du ci-devant village d'Aylmer, comme le lot numéro six cent vingt-neuf (No 629), situé sur la rue Pond—avec les bâtisses et appartenances dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

COUTLEE & WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 25 juillet 1899. 2755-2
[Première publication, 29 juillet 1899.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Pontiac, } LA BANQUE D'OTTAWA,
No 63. } Demanderesse ; vs DAME MARY McVEIGH ET AL., Défendeurs.

1^{er} Lot numéro quatre (4), dans le deuxième rang du canton de Litchfield.

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } FRANCOIS SOULIERE, of
No. 1654. } the town of Aylmer, in the said district of Ottawa, painter, Plaintiff ; against the lands and tenements of OLIVIER GENDRON, of the same place, carpenter, Defendant, to wit :

A lot of land in the town of Aylmer, in the district of Ottawa, known on the official plan and in the book of reference of the heretofore village of Aylmer, as lot number six hundred and twenty-nine (629), situate on Pond street—with the buildings and appurtenances to the said lot belonging.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

COUTLEE & WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 25th July, 1899. 2756
[First published, 29th July, 1899.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Pontiac, } THE BANK OF OTTAWA,
No. 63. } Plaintiff ; vs. DAME MARY McVEIGH ET AL., Defendants.

1. Lot number four (4), in the second range of the township of Litchfield.

- 2° La moitié ouest du lot numéro trois, dans le premier rang du canton de Litchfield.
- 3° La moitié en arrière ou moitié nord-est du lot vingt-cinq, dans le huitième rang de Litchfield.
- 4° La moitié nord-ouest du lot numéro treize, dans le neuvième rang de Litchfield.
- 5° La moitié du front ou moitié sud-ouest du lot numéro dix-sept, dans le neuvième rang de Litchfield.
- 6° La moitié sud-ouest du lot numéro quinze, dans le neuvième rang de Litchfield.
- 7° La moitié en arrière du lot vingt et un, dans le neuvième rang du canton de Litchfield.
- 8° Lot numéro cinq, dans le dixième rang de Litchfield.
- 9° Le bout sud ouest du lot numéro vingt-trois, dans le septième rang de Litchfield.
- 10° Le front ou bout sud ouest du lot numéro vingt-six, dans la onzième concession du canton de Clarendon, contenant cent acres—avec toutes les bâtisses et circonstances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le TRENTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

S. McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 22 juillet 1899. 2687 2
[Première publication, 29 juillet 1899.]

- 2. The west half of lot number three, in the first range of the township of Litchfield.
- 3. The rear or north east half of lot twenty-five, in the eight range of Litchfield.
- 4. The north west half of lot number thirteen, in the ninth range of Litchfield.
- 5. The front or south west half of lot number seventeen, in the ninth range of Litchfield.
- 6. The south west half of lot fifteen, in the ninth range of Litchfield.
- 7. The rear half of lot twenty-one, in the ninth range of the township of Litchfield.
- 8. Lot number five, in the tenth range of Litchfield.
- 9. The south west end of lot twenty-three, in the seventh range of Litchfield.
- 10. The front or south west end of lot number twenty-six, in the eleventh concession of the township of Clarendon, containing one hundred acres—with all the buildings and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

S. McNALLY,

Sheriff's Office, Shérif.
Bryson, 22nd July, 1899. 2688
[First published, 29th July, 1899.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITÉ DE QUÉBEC ;
No 3002. } L contre DAVID DODIER,
ci-devant des cité et district de Québec, et maintenant de lieux inconnus, à savoir :

Le lot No 2055 (deux mille cinquante-cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un lot vacant situé sur la rue Montmagny. Sujet à une rente annuelle de sept piastres et vingt et un centins, payable aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 17 août 1899. 2989
[Première publication, 19 août 1899.]

FIERI FACIAS.
Circuit de Québec

Québec, à savoir : } THEODORE LEFEBVRE
No 1708. } DIT BOULANGER, de
Québec, agent, et l'un des éditeurs de l'Indicateur de Québec, contre NAPOLEON JOBIN, de Québec, agent, à savoir :

La moitié indivise du lot No 567 (cinq cent soixante et sept), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Franklin—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 17 août 1899. 2987
[Première publication, 19 août 1899.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Québec, to wit : } THE CITY OF QUÉBEC ;
No. 3002. } L against DAVID DODIER,
formerly of the city and district of Québec, and now parts unknown, to wit :

Lot No. 2055 (two thousand and fifty-five), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a vacant lot situate on Montmagny street. Subject to an annual rent of seven dollars and twenty-one cents, payable on the 29th June, to the *Rév. Dames Religieuses de l'Hôtel Dieu de Québec*.

To be sold at my office, in the city of Québec, the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHAS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Québec, 17th August, 1899. 2990
[First published, 19th August, 1899.]

FIERI FACIAS
Quebec Circuit.

Québec, to wit : } THEODORE LEFEBVRE DIT
No. 1708. } BOULANGER, of Québec,
agent, and one of the editors of the Québec Directory ; against NAPOLEON JOBIN, of the city of Québec, agent, to wit :

The undivided half of lot No. 567 (five hundred and sixty-seven), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot of land situate on Franklin street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Québec, 17th August, 1899. 2988
[First published, 19th August, 1899.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } CAROLINE SAMSON, de
No 478. } Québec, fille majeure et
usant de ses droits ; contre MARIE LEFEBVRE,
de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune
Lorette, veuve de Pierre Louis Beaulieu, en son
vivant du même lieu, tant personnellement qu'en
sa qualité de tutrice dument nommée à son fils
mineur, Pierre Beaulieu, de Saint-Ambroise de la
Jeune Lorette, à savoir :

1° Le lot No 1345 (treize cent quarante-cinq), du
cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de
la Jeune Lorette, comté de Québec, étant un lot de
terre situé concession nord-ouest du Lac Saint-
Charles.

2° Le lot No 1348 (treize cent quarante-huit), du
cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de
la Jeune Lorette, comté de Québec, étant un lot de
terre situé concession nord-est du Lac Saint-Charles.

3° Le lot No 1302 (treize cent deux), du cadastre
officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune
Lorette, comté de Québec, étant un lot de terre
situé concession nord-ouest de la Rivière Jaune.

4° Le lot No 1515 (quinze cent quinze), du cadas-
tre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la
Jeune Lorette, comté de Québec, étant un lot de
terre situé concession nord-ouest du Lac Saint-
Charles.

5° La partie nord des lots Nos. 1312 et 1313
(treize cent douze et treize cent treize), du cadas-
tre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la
Jeune Lorette, comté de Québec, étant une terre
de cinq arpents de largeur sur environ dix arpents
de profondeur, située concession nord-est du Lac
Saint-Charles ; bornée au nord-est par le chemin
public, au sud-ouest par le Lac Saint-Charles, au
nord par Michel Bédard, et au sud par François
Beaulieu.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, le NEU-
VIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX
heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la
loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,

Québec, 3 août 1899.

[Première publication, 5 août 1899.]

Shérif,

2825-2

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } LOUIS LEMIEUX, de la
No 942. } paroisse de Saint-Lambert,
commerçant ; contre OLIVIER ROY, de la paroisse
de Saint-Lambert, à savoir :

Le lot No 264 (deux cent soixante et quatre), du
cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Lambert,
étant une terre située rang Belvéze—circonstances
et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, le CIN-
QUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE
heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable sui-
vant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,

Québec, 3 août 1899.

[Première publication, 5 août 1899.]

Shérif,

2819-2

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } LA COMMUNAUTE DES
No 2355. } RELIGIEUSES DE
L'HOTEL-DIEU DE QUEBEC, établie et faisant
affaires en la cité de Québec ; contre JEAN-BAP-
TISTE GIROUX, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 2006 (deux mille six), du cadastre offi-
ciel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de
Québec, étant un emplacement situé rue Mont-
calm, ci-devant rue Sainte-Monique—avec bâtisses ;

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } CAROLINE SAMSON, of
No. 478. } Québec, spinster, and using
of her rights ; against MARIE LEFEBVRE, of
the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette,
widow of Pierre Louis Beaulieu, in his life time of
the same place, both personally and in her capacity
of tutrix duly appointed to her minor son, Pierre
Beaulieu, of Saint Ambroise de la Jeune Lorette,
to wit :

1. Lot No. 1345 (thirteen hundred and forty-
five), of the official cadastre of the parish of Saint
Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec,
being a lot of land situate in the north west conces-
sion of Lake Saint Charles.

2. Lot No. 1348 (thirteen hundred and forty-
eight), of the official cadastre of the parish of Saint
Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec,
being a lot of land situate in the north east conces-
sion of Lake Saint Charles.

3. Lot No. 1302 (thirteen hundred and two), of
the official cadastre of the parish of Saint Ambroise
de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a lot
of land situate in the north west concession of the
Rivière Jaune.

4. Lot No. 1515 (fifteen hundred and fifteen), of
the official cadastre of the parish of Saint Ambroise
de la Jeune Lorette, county of Quebec, being a lot
of land situate in the north west concession of Lake
Saint Charles.

5. The north part of lots numbers 1312 and
1313 (thirteen hundred and twelve and thirteen
hundred and thirteen), of the official cadastre of the
parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette,
county of Quebec, being a lot of land five arpents
in width by about ten arpents in depth, situate in
the north east concession of Lake Saint Charles ;
bounded on the north east by the public road, on
the south west by Lake Saint-Charles, on the north
by Michel Bédard, and on the south by François
Beaulieu.

To be sold at the parochial church door of Saint
Ambroise de la Jeune Lorette, on the NINTH day
of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the
forenoon. The said writ returnable according to
law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,

Québec, 3rd August, 1899.

[First published, 5th August, 1899.]

Sheriff,

2826

FIERI FACIAS.

Circuit Court.—Québec.

Québec, to wit : } LOUIS LEMIEUX, of the
No. 942. } parish of Saint Lambert,
trader ; against OLIVIER ROY, of the parish of
Saint Lambert, to wit :

Lot No. 264 (two hundred and sixty-four), of the
official cadastre for the parish of Saint Lambert,
being a lot of land situate in the Belvéze range—
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Lambert, county of Lévis, on the FIFTH day
of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the
forenoon. The said writ returnable according to
law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,

Québec, 3rd August, 1899.

[First published, 5th August, 1899.]

Sh-riff,

2820

FIERI FACIAS.

Circuit Court of Québec.

Québec, to wit : } THE COMMUNITY OF LES
No. 2355. } RELIGIEUSES DE
L'HOTEL DIEU DE QUEBEC, established and
doing business in the city of Québec ; against
JEAN BAPTISTE GIROUX, of the city of
Québec, to wit :

Lot No. 2006 (two thousand and six), of the offi-
cial cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the
city of Québec, being a lot of land situate in Mont-
calm street, heretofore Sainte Monique street—with

sujet à une rente annuelle et foncière de six piastres, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 3 août 1899. 2821-2
 [Première publication, 5 août 1899.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DANS** une cause où LOUIS
 No 1898. } **LEMIEUX**, de la paroisse
 de Saint Lambert, marchand, était Demandeur ; et
OLIVIER ROY ET ANTYME ROY, du même lieu,
 étaient Défendeurs, le dit Louis Lemieux contre
 Olivier Roy, l'un des dits défendeurs, à savoir :

Le lot numéro 412 (quatre cent douze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Lambert, étant une terre située rang Belvéze—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff Office, Shérif.
 Québec, 3 août 1899. 2817-2
 [Première publication, 5 août 1899.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **LA COMMUNAUTÉ DES**
 No 2356. } **RELIGIEUSES DE**
L'HOTEL-DIEU DE QUEBEC, établie et faisant
 affaires en la cité de Québec ; contre **MICHEL**
BOIVIN, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 1355 (treize cent cinquante cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé au coin des rues Franklin et Saint-Luc—avec bâtisses ; à la charge d'une rente foncière et annuelle de sept piastres en faveur de l'Hôtel-Dieu de Québec, payable le 29 juin.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 3 août 1899. 2823-2
 [Première publication, 5 août 1899.]

Ventes par le Sherif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Sorel, à savoir : } **RAYMOND PREFONTAINE**,
 No. 1861. } **Demandeur** ; contre **THE**
GREAT EASTERN RAILWAY COMPANY
 et al., Défendeurs, et Charles Newhouse Arm-
 strong, adjudicataire.

Comme appartenant à la dite défenderesse The Great Eastern Railway Company :

Cette ligne de chemin de fer connue comme The Great Eastern Railway, commençant à un point sur le chemin de fer du Pacifique Canadien (autrefois The South Eastern Rail-

buildings ; subject to the payment of an annual ground rent of six dollars to the Hôtel Dieu de Québec, on the 29th June.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
 Quebec, 3rd August, 1899. 2822
 [First published, 5th August, 1899.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **IN** a case wherein LOUIS
 No. 1898. } **LEMIEUX**, of the parish of
 Saint-Lambert, merchant, was Plaintiff ; and **OLI-**
VIER ROY AND ANTYME ROY, of the same
 place, were Defendant ; the said Louis Lemieux,
 against Olivier Roy, one of the said defendants, to
 wit :

Lot No. 412 (four hundred and twelve), of the official cadastre for the parish of Saint-Lambert, being a lot of land situate in the Belvéze range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Lambert, county of Levis, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
 Quebec, 3rd August, 1899. 2818
 [First published, 5th August, 1899.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court of Québec.

Québec, to wit : } **THE COMMUNITY OF LES**
 No. 2356. } **RELIGIEUSES DE L'HOTEL**
DIEU DE QUEBEC, established and carry-
 ing on business in the city of Québec ; against
MICHEL BOIVIN, of the city of Québec, to wit :

Lot No. 1355 (thirteen hundred and fifty-five), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot of land situate on the corner of Franklin and Saint Luc streets—with buildings ; subject to the payment of an annual ground rent of seven dollars in favor of the Hôtel Dieu de Québec, payable on the 29th June.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's office, Shérif.
 Quebec, 3th August, 1899. 2824
 [First published, 5th August, 1899.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Montreal.

Sorel, to wit : } **RAYMOND PREFONTAINE**,
 No. 1861. } **Plaintiff** ; against **THE GREAT**
EASTERN RAILWAY COMPANY et al,
 Defendants, and Charles Newhouse Arm-
 strong, " adjudicataire ".

As belonging to the Defendant The Great Eastern Railway Company :

That certain line of railway known as the Great Eastern Railway, commencing at a point on the Canadian Pacific Railway (formerly the South Eastern Railway) on the lot of land

way) sur le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, dans le comté de Yamaska, comme lot No 245, et passant à travers la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska et la paroisse de Saint-François du Lac ; de là traversant la rivière Saint-François ; de là à travers la paroisse Saint-Thomas de Pierreville et la paroisse de La Baie du Febvre, tous dans le comté d'Yamaska et district de Richelieu ; de là passant à travers la paroisse de Nicolet jusqu'à la rivière Nicolet ; de là traversant la rivière Nicolet jusqu'à la ville de Nicolet ; de là à travers la ville de Nicolet ; de là à travers la paroisse de Nicolet ; de là à travers la paroisse de Saint-Grégoire jusqu'à un point de jonction avec le chemin de fer du Grand Tronc près de la station Saint-Grégoire, sur le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Grégoire, sous le No. 305, tous dans le comté de Nicolet et district des Trois-Rivières ; la dite ligne de chemin de fer ayant environ vingt-huit milles de longueur, plus ou moins, et le dit chemin de fer étant plus connu et désigné dans les dites municipalités à travers lesquelles il passe, comme suit :

1o Dans la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, comme partie des lots Nos 245, 246, 247, 154, 153, 152, 127, 129, 130, 131 et 132, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Michel d'Yamaska.

2o Dans la dite paroisse de Saint-François du Lac, comme partie des lots Nos 608, 609, 615, 616, 617, 618, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 540, 539, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 337, 338, 345, 349, 366 et 370, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-François du Lac.

3o Dans la dite paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, comme partie des lots Nos 437, 438, 440, 535, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 454, 223, 222, 219, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 197, 196, 194, 193, 192, 191, 183, 184 et 185, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Thomas de Pierreville.

4o Dans la dite paroisse de La Baie du Febvre, comme partie des lots Nos 669, 668, 667, 666, 665, 664, 662, 661, 660, 656, 655, 653, 651, 650, 645, 642, 641, 640, 639, 638, 637, 636, 631, 628, 627, 626, 625, 624, 623, 622, 614, 613, 609, 608, 607, 605, 604, 603, 602, 601, 598, 597, 594, 593, 583, 582, 579, 574, 569, 566, 563, 555, 533, 524 et 512, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de La Baie du Febvre.

5o Dans la dite paroisse de Nicolet, comme partie des lots Nos 493, 177, 178, 179, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 51, 52, 108, 109, 107, 106, 105, 68 et 67, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Nicolet.

6o Dans la dite ville de Nicolet, comme partie d'une subdivision du lot No 179, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Nicolet.

7o Dans la dite paroisse de Saint-Grégoire, comme partie des lots Nos 247, 246, 245, 244, 243, 242, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 285, 287, 288, 289, 291, 293, 294, 296, 297, 298, 300, 301, 302, 304 et 305, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Grégoire.

Ensemble avec toutes les clôtures et les bar-

known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Michel d'Yamaska, in the county of Yamaska, as lot No. 245, and extending through said parish of Saint Michel d'Yamaska and the parish of Saint François du Lac ; thence crossing the river Saint Francis ; thence through the parish of Saint Thomas de Pierreville and the parish of La Baie du Febvre, all in the county of Yamaska and district of Richelieu ; thence extending through the parish of Nicolet to the river Nicolet ; thence across the river Nicolet to the town of Nicolet ; thence through the town of Nicolet ; thence through the parish of Nicolet ; thence through the parish of Saint Grégoire to a point of junction with the Grand Trunk Railway near Saint Grégoire station, on the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Grégoire, as No. 305, all in the county of Nicolet and district of Three Rivers ; said line of railway being about twenty-eight miles in length, more or less, and said railway property being further known and designated in the said municipalities through which it passes, as follows :

1. In the said parish of Saint Michel d'Yamaska, as part of lots Nos. 245, 246, 247, 154, 153, 152, 127, 129, 130, 131 and 132, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Michel d'Yamaska.

2. In the said parish of Saint François du Lac, as part of lots No 608, 609, 615, 616, 617, 618, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 540, 539, 538, 537, 536, 535, 534, 533, 532, 531, 530, 529, 528, 337, 338, 345, 349, 366 and 370, on the official plan and book of reference of said parish of Saint François du Lac.

3. In the said parish of Saint Thomas de Pierreville, as part of the lots Nos. 437, 438, 440, 535, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 454, 223, 222, 219, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 206, 205, 204, 203, 202, 201, 200, 197, 196, 194, 193, 192, 191, 183, 184 and 185, on the official plan and book of reference of said parish of Saint Thomas de Pierreville.

4. In the said parish of La Baie du Febvre, as part of lots Nos. 669, 668, 667, 666, 665, 664, 662, 661, 660, 656, 655, 653, 651, 650, 645, 642, 641, 640, 639, 638, 637, 636, 631, 628, 627, 626, 625, 624, 623, 622, 614, 613, 609, 608, 607, 605, 604, 603, 602, 601, 598, 597, 594, 593, 583, 582, 579, 574, 569, 566, 563, 555, 533, 524 and 512, on the official plan and book of reference of said parish of La Baie du Febvre.

5. In the said parish of Nicolet, as part of lots Nos. 493, 177, 178, 179, 176, 175, 174, 173, 172, 171, 51, 52, 108, 109, 107, 106, 105, 68 and 67, on the official plan and book of reference of said parish of Nicolet.

6. In the said town of Nicolet, as part of a subdivision of lot No. 179, on the official plan and book of reference of the said parish of Nicolet.

7. In the said parish of Saint Grégoire, as part of lots Nos. 247, 246, 245, 244, 243, 242, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 217, 216, 215, 214, 213, 212, 211, 210, 209, 208, 207, 285, 287, 288, 289, 291, 293, 294, 296, 297, 298, 300, 301, 302, 304 and 305, on the official plan and book of reference of said parish of Saint Grégoire.

Together with all fences and gates, iron,

rières, pont en fer, en bois et en pierre, piliers et culées, tréteaux et ponceaux, tuyaux de drainage, lisses en acier et en fer, et attaches, travers et aiguilles et terrassement formant le remblai du dit chemin de fer et toutes voies d'évitement, tables tournantes, stations, dépôts, hangars pour fret et remises, bâtisses pour outillage et réservoirs construits sur la ligne du dit Great Eastern Railway, et toutes les dépendances et appartenances du Great Eastern Railway de toute nature et description quelconque.

Cette vente sera faite aux risques et périls et à la folle enchère du dit Charles Newhouse Armstrong.

Pour être vendus au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice en la cité de Sorel, le VINGT-NEUVIEME jour du mois d'AOUT courant, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,
Bureau du shérif, Shérif,
Sorel, 9 août 1899. 2897
[Première publication, 12 août 1899.]

Vente par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux spécifiés tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **A** IMÉ TRUDEAU,
No. 620. } Demandeur; contre
JOSEPH RICHARD, Défendeur.

Le quart sud-est du lot numéro quatre, dans le septième rang du canton de Windsor, dans le district de Saint-François, (subdivision primitive du dit canton), maintenant connu et désigné sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Windsor, comme la partie sud-est du lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize (No. 496), dans le septième rang, contenant cinquante acres de terre en superficie plus ou moins; borné en front par le chemin public, en arrière par la ligne de rang entre les sixième et septième rangs, d'un côté partie par la terre appartenant à la succession Molsen, et partie par la terre appartenant à Grégoire Verteuille, et de l'autre côté par la terre appartenant à Paul Richard—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, dans la ville de Windsor Mills, le DIX-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,
Bureau du Shérif, Shérif,
Sherbrooke, 15 août 1899. 2985
[Première publication, 19 août 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **M**ARY L. HUNTON,
No. 12. } du canton de Kingsey, dans le comté de Drummond, district d'Arthabaska, fille majeure et usant de ses droits, Demanderesse; contre les terres et tenements de CHARLES N. DESAULNIER, de la ville de Richmond, district de Saint-François, Défendeur.

Ce demi acre de terre situé sur le côté ouest de la rue de front ou chemin de la Reine, dans

wooden and stone bridges, piers and abutments, trestles and culverts, pipe drains, steel and iron rails and fastening, ties, switches and earthwork forming the embankment of said railway and all side tracks, turntables, stations, depots, freight houses and sheds, tool houses and watertanks constructed on the line of the said Great Eastern Railway, and all dependencies and appurtenances of the said Great Eastern Railway of every nature and description whatever.

This sale will be made at the risks and at the folle enchère of the said Charles Newhouse Armstrong.

To be sold at the sheriff's office of the district of Richelieu, at the court house, in the city of Sorel, on the TWENTY-NINTH day of the month of AUGUST instant, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

P. GUEVREMONT,
Sheriff's office, Sheriff,
Sorel, 9th August, 1899. 2898
[First published, 12th August, 1899.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **A** IMÉ TRUDEAU,
No. 620. } Plaintiff; against
JOSEPH RICHARD, Defendant.

The south east quarter of the lot number four, in the seventh range of the township of Windsor, in the district of Saint Francis, (primitive subdivision of the said township), now known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Windsor, as the south east part of the lot number four hundred and ninety-six (No. 496), in the seventh range, containing fifty acres of land in superficies, more or less; bounded in front by the public road, in rear by the range line between the sixth and seventh ranges, on one side partly by land belonging to the Molson estate, and partly by land belonging to Grégoire Verteuille, and on the other side by land belonging to Paul Richard—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Philippe de Windsor, in the town of Windsor Mills, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,
Sheriff's Office, Sheriff,
Sherbrooke, 15th August, 1899. 2986
[First published, 19 August, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **M**ARY L. HUNTON,
No. 12. } of the township of Kingsey, in the county of Drummond, district of Arthabaska, "fille majeure et usant de ses droits", Plaintiff; against the lands and tenements of CHARLES N. DESAULNIER, of the town of Richmond, district of Saint Francis, Defendant.

That certain half acre of land upon the westerly side of the front street or Queen's

le village de Melbourne, sur le lot numéro dix, dans le huitième rang des lots du canton de Melbourne, de quatre perches de front sur vingt perches de profondeur ; borné en front ou bout nord-est par le dit chemin public, en arrière par la dite profondeur de vingt perches, d'un côté au sud par la propriété de Léonard Thomas, et de l'autre côté au nord par une ligne parallèle avec la ligne sud et à une distance de quatre perches d'icelle, tel que le dit morceau de terre se poursuit et comporte—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Bibiane de Richmond, dans la ville de Richmond, le TRENTEME jour D'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 26 juillet 1899. 2711
[Première publication, 29 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Saint-François, à savoir: } A LEXANDRE ALIE,
No. 207. } Demandeur ; contre
JOSAPHAT DAIGLE, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Ham, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant la partie sud-ouest du lot numéro six B (pt. No 6 B), du troisième rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton de Ham, de la contenance de quarante-quatre acres en superficie, plus ou moins ; borné en front au chemin public, en arrière aux terres du deuxième rang, d'un côté à Germain Daigle, et de l'autre côté à Edouard Goupil—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adrien de Ham, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du shérif Shérif.
Sherbrooke, 26 juillet 1899. 2709
[Première publication, 29 juillet 1899.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, No. 98. } REVEREND PIERRE
} RSAUL GENDRON,
} Demandeur ; vs FRED-
} DERIC GERVAIS,
Défendeur.

1° Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Liboire, pour les fins d'enregistrement du comté de Bagot, sous les numéros deux cent quatre-vingt-dix, trois cent soixante et seize, trois cent soixante et dix-sept, trois cent quatre-vingts et trois cent quatre-vingt-un, (Nos. 290, 376, 377, 380 et 381), avec les bâtisses dessus érigées, aussi un terrain de forme triangulaire d'environ deux arpents en superficie, sur le rang Saint-Patrick, en la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, faisant partie des lots

highway, in the village of Melbourne, on lot number ten, in the eighth range of lots in the township of Melbourne, of four perches in front by twenty perches in depth ; bounded in front or north east end, by the said highway, in the rear by the said depth of twenty perches, on one side to the south by the property of Leonard Thomas, and on the other side to the north by a line parallel, with and at the said distance of four perches from the said south line, as the said parcel of land is and extends—with the buildings and improvements thereon erected and made, and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Bibiane of Richmond, in the town of Richmond, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 26th July, 1899. 2712
[First published, 29th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Saint Francis, to w t : } A LEXANDRE ALIE,
No. 207. } Plaintiff ; against
JOSAPHAT DAIGLE, Defendant.

A lot of land situate in the township of Ham, in the district of Saint Francis, known and designated as being the south-west part of lot number six B (Pt. No. 6 B), of the third range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Ham, containing forty four acres in superficies, more or less ; bounded in front by the public road, in rear by the lots of the second range, on one side by Germain Daigle, and on the other side by Edouard Goupil—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adrien de Ham, on the TWENTY NINTH day of AUGUST next, at ONE o'clock in the afternoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 26th July, 1899. 2710
[First published, 29th July, 1899.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Québec, District of St. Hyacinth, No. 98. } REVEREND PIERRE
} RSAUL GENDRON,
} Plaintiff ; vs FRED-
} RICK GERVAIS, De-
fendant.

1. A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Liboire, for registration in the county of Bagot, as lots numbers two hundred and ninety, three hundred and seventy-six, three hundred and seventy-seven, three hundred and eighty and three hundred and eighty-one (Nos. 290, 376, 377, 380 and 381, with the buildings thereon erected, also a lot of land of triangular form containing about two acres in superficies, on Saint Patrick range, in the parish of Saint Liboire, Bagot county, forming part

numéros deux cent cinquante-trois et deux cent quatre-vingt huit (Nos 253 et 288), des dits plan et livre de renvoi, ce terrain en dernier lieu décrit tient des deux côtés au terrain dessus décrit, et de l'autre côté à une ligne partant de la borne qui sépare le dit terrain de celui de William Tetreau jusqu'à la borne de celui qui fixe la profondeur du terrain de Joseph Tetreau, et le sépare de celui de H. Roireau, et les terrains du rang Saint Georges, ces terrains ne formant qu'un seul établissement; bornés d'un côté par la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada, de l'autre côté au dit H. Roireau, Joseph Tetreau et William Tetreau, en profondeur au dit H. Roireau, et en front la route du rang Saint-Georges—avec les bâtisses.

2° Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Saint-Georges, sous le numéro trois cent quarante-huit—avec les bâtisses.

3° Un autre terrain situé au même lieu, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro trois cent quarante-neuf—avec les bâtisses. Ces deux derniers terrains ne formant aussi ensemble qu'un seul établissement, et ne constituant qu'une seule exploitation, seront vendus comme un seul immeuble.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 2 août 1899. 2953
[Première publication, 19 août 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, No 248. } VERTHUME B. LEMAY, Demandeur; vs JOSEPH LARIVIERE, Défendeur.

Un emplacement situé dans la paroisse de Saint Judes, concession sud de la rivière Salvail, comté e-district de Saint-Hyacinthe, étant la partie du terrain connu et désigné sous le numéro huit cent soixante et trois, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, renfermée dans les bornes suivantes: en front le chemin public, à la profondeur, le terrain appartenant à Alcidas Delorme, d'un côté le terrain appartenant à Pierre Lafleur, et de l'autre côté le terrain appartenant à Gédéon Larivière—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Judes, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 31 juillet 1899. 2777-2
[Première publication, 5 août 1899.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, Ste Scholastique, savoir: } MICHEL TESSIER, Demandeur; vs DAME ELMIRE DUBOIS et vir., Défendeurs; et JOS. PIERRE

of lots numbers two hundred and fifty-three and two hundred and eighty-eight (Nos. 253 and 288), of said official plan and book of reference, said lastly described lot of land bounded on two sides by the lot of land above described, and on the other side by a line beginning at the boundary dividing said lot of land from the land of William Tetreau as far as the boundary which determines the depth of the lot belonging to Joseph Tetreau, and divides it from the land of H. Roireau, and the lands of range Saint Georges, said above described lots of land constituting but one establishment; bounded on one side by the land of the Grand Trunk Railway Company of Canada, on the other side by the lands of said H. Roireau, Joseph Tetreau and William Tetreau, in depth by said H. Roireau, and in front by the road of the range Saint Georges—with the buildings.

2. A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Liboire, range Saint Georges, as lot number three hundred and forty-eight—with the buildings.

3. Another lot of land situated at the same place, known and designated on the official plan and book of reference for said parish as lot number three hundred and forty-nine—with the buildings. The said two lastly described lots of land form but one establishment and constitute but one exploitation, and will be sold as one immovable.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Liboire, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 2nd August, 1899. 2954
[First published, 19th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Canada, Province of Quebec, District of St Hyacinth, No. 248. } VERTHUME B. LEMAY, Plaintiff; vs JOSEPH LARIVIERE, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Judes, on the south concession of the river Salvail, county and district of Saint Hyacinth, being part and portion of lot number eight hundred and sixty-three, of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Judes, contained within the following boundaries, to wit: in front by the public highway, in depth by the land belonging to Alcidas Delorme, on one side by land belonging to Pierre Lafleur, and on the other side by land belonging to Gédéon Larivière—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Judes, on the TWELFTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 31st July, 1899. 2778
[First published, 5th August, 1899.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, Ste Scholastique, to wit: } MICHEL TESSIER, Plaintiff; vs DAME ELMIRE DUBOIS et vir., Defendants; and JOS. PIERRE MARCHIL-

MACHILDON ET AL., Demandeurs par reprise d'instance, savoir :

La propriété appartenant à Dame Elmire Dubois : Un emplacement situé en la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jérôme, maintenant ville de Saint-Jérôme, sous le numéro cent cinq (105)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Saint-Jérôme, dit district, le **TRENTIEME** jour du mois d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 24 juillet 1899. 2385-2
[Première publication, 29 juillet 1899.]

DON ET AL., Plaintiffs in continuance of suit, to wit :

The property belonging to Dame Elmire Dubord : A lot of land situate in the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Saint Jérôme, now the town of Saint Jérôme, under the number one hundred and five (105)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the town of Saint Jérôme, said district, on the **THIRTIETH** day of the month of **AUGUST** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 24th July, 1899. 2686
[First published, 29th July, 1899.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **CHARLES JOSEPH**
No 332. } **MARCHILDON,**
Demandeur ; contre **VICTOR TELLIER,** Défendeur.

Une maison en bois à un étage située sur le lot portant le numéro trois (3), du cadastre de la paroisse de Gentilly, comté de Nicolet, maison voisine de celle de Ferdinand Nault, du côté nord-est—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Gentilly, le **VINGTIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 16 août 1899. 2981
[Première publication, 19 août 1899.]

MANDAT DE CURATEUR

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **IN RE DAME MARIE**
No 52. } **ANNE PANNETON,**
requérant cession, et **NARCISSE GRENIER,** débiteur-cédant, et **ARTHUR GAGNON ET AL.,** curateurs requérants.

1^o Un terrain situé en la paroisse de Saint-Alexis des Monts, dans le canton d'Hunterstown, dans la concession sud-ouest de la Rivière du Loup, contenant environ trois-quarts d'arpent en superficie, et tel que reufermé dans les bornes suivantes : tenant à un bout au chemin public, à l'autre bout à la dite Rivière du Loup, d'un côté à Joseph Nobert, et de l'autre côté à Joseph Bergeron, ce terrain faisant partie de celui connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton d'Hunterstown, sous le numéro trois cent trente-deux (332), sur la moitié de la chaussée et du pouvoir d'eau, le moulin à scie et tous ses accessoires, la maison près du chemin, la sécherie à bois et autres dépendances, moins la maison réservée en faveur de Pierre Houle, mécanicien, de la paroisse de Saint-Alexis des Monts, pour lui, ses heirs et ayant cause avec droit de l'occuper et de vaquer sur le dit terrain librement sans aucun dommage ; toutes les réparations, petites et grosses, à la chaussée et ses accessoires devront être faites à frais communs entre l'acquéreur adjudicataire et le dit Pierre Houle ou leurs représentants, à la réserve en faveur du dit Pierre Houle, de sa famille, de ses employés ainsi que pour ses heirs et ayant cause, d'un droit de passage, à pied et en voiture, en toute saison de l'année, sur le dit terrain et dans le dit moulin pour

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **CHARLES JOSEPH**
No. 332. } **MARCHILDON,**
Plaintiff ; against **VICTOR TELLIER,** Defendant.

A one story wooden house situate on the lot bearing the number three (3), of the cadastre of the parish of Gentilly, county of Nicolet, house adjoining that of Ferdinand Nault, on the north east side—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Gentilly, on the **TWENTIETH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 16th August, 1899. 2982
[First published, 19th August, 1899.]

CURATOR'S WARRANT

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **IN RE DAME MARIE**
No. 52. } **ANN PANNETON,**
petitioner for assignment, and **NARCISSE GRENIER,** insolvent debtor, and **ARTHUR GAGNON ET AL.,** curators petitioners.

1. A land situate in the parish of Saint Alexis des Monts, in the township of Hunterstown, in the concession south west of the River du Loup, containing about three quarters of an arpent in area, and such as comprised within the following limits : bounded at one end by the public road, at the other end by the said River du Loup, on one side by Joseph Nobert, and on the other side by Joseph Bergeron, said land forming part of the one known and described on the official plan and in the book of reference for the said township of Hunterstown, as number three hundred and thirty-two (332)—with the half of the dam and of the water power, the saw mill and all its accessories, the house near the road, the dry-house and other dependencies, less the other house reserved in favor of Pierre Houle, machinist, of the parish of Saint Alexis des Monts, for himself, his heirs and assigns, with the right to occupy it and to go over the said lot freely without any damage ; all the landlords and tenants repairs to the dam and its accessories to be made at joint cost between the purchaser and the said Pierre Houle or their representatives, reserving in favor of the said Pierre Houle, of his family, and of his hired men and also for his heirs and assigns, a right of passage, on foot or in vehicle, at all seasons of the year, on the said lot and in the said mill to

communiquer au moulin à farine et dépendances contigues et adjacentes au dit moulin à scie.

2° Un lopin de terre situé en la ville de Louiseville, sur la rue Sainte-Elizabeth, faisant partie du numéro connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite ville de Louiseville, sous le numéro six cent vingt et (621) contenant le dit lopin de terre soixante et quinze pieds de front sur soixante et douze pieds de profondeur, plus ou moins ; borné en front par la dite rue Sainte-Elizabeth, en profondeur par le numéro six cent vingt (620), appartenant à Louis Baribeault, d'un côté vers l'est par le numéro six cent quatorze (614), appartenant à Thomas Lamy, et de l'autre partie par le lot numéro six cent quinze (615), appartenant aux représentants de Joseph Lavigne, et de l'autre côté vers l'ouest par le surplus du numéro six cent vingt et un (621)—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus comme suit : l'immeuble en premier lieu désigné à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis des Monts, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, le MEME JOUR, à QUATRE heures de l'après-midi, le dit mandat rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 16 août 1899. [Première publication, 19 août 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } LOUIS MARCHAND, No 378. } Demandeur ; contre FIRMIN NOBERT, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Narcisse, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et seize (276), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Narcisse, de la contenance de cinquante pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur ; borné en front par la route conduisant au deuxième rang, en profondeur par le terrain ci-après désigné, au nord-est par François Cossette, et au sud-ouest par Cyriac Hamelin—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

2° Un petit terrain situé en la dite paroisse de Saint-Narcisse, à l'extrémité du dit emplacement sus-décrié, et extrait du lot de terre numéro deux cent soixante et dix-sept (277), sur les dits plan et livre de renvoi officiel de la dite paroisse de Saint-Narcisse, de la contenance de cinquante pieds de largeur sur vingt pieds de profondeur ; borné en front par le susdit emplacement, en profondeur et des côtés nord-est et sud-ouest par Gédéon Trudel—avec une écurie et un hangar sus-érigés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 2 août 1899. [Première publication, 5 août 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } FRANK ELTON No 355. } LEONARD ET CHARLES W. LEONARD,

faisant affaires sous le nom et raison de E. Leonard & Sons, Demandeurs ; contre DAME ELIZA BLAIS, épouse de Edouard Carufel, de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, dans le district des Trois-Rivières, dûment autorisée par son mari à ester en justice, et le dit Edouard Carufel, tant en son propre nom et personnellement que pour autoriser sa dite épouse comme susdit, et Edouard Carufel,

communicate with the flour mill and its dependencies adjoining and contiguous to the said saw mill.

2. A lot of land situate in the town of Louiseville, on Saint Elizabeth street, forming part of the number known and described on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said town of Louiseville, as number six hundred and twenty-one (621), said lot of land containing seventy-five feet in front by seventy-two feet in depth, more or less ; bounded in front by Saint Elizabeth street aforesaid, in depth by number six hundred and twenty (620), belonging to Louis Baribeault, on one side to the east by number six hundred and fourteen (614), belonging to Thomas Lamy, and a part by lot number six hundred and fifteen (615), belonging to the representatives of Joseph Lavigne, and on the other side to the west by the surplus of number six hundred and twenty-one (621)—with buildings thereon erected.

To be sold as follows, to wit : the lot firstly described at the church door of the parish of Saint Alexis des Monts, on the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot secondly described, on the SAME DAY, at FOUR of the clock in the afternoon. The said warrant returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Three Rivers, 16th August, 1899. [First published, 19th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } LOUIS MARCHAND, No. 378. } Plaintiff ; against FIRMIN NOBERT, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Narcisse, known and designated under the number two hundred and seventy-six (276), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Narcisse, containing fifty feet in front by eighty feet in depth ; bounded in front by the by-road leading to the second range, at the end of the said depth by the lot hereinafter described, on the north east by François Cossette, and on the south west by Cyriac Hamelin—with a house and other buildings thereon erected.

2. A small lot of land situate in the said parish of Saint Narcisse, at the end of the lot above described and taken from lot number two hundred and seventy-seven (277), of the said official plan and book of reference of the said parish of Saint Narcisse, containing fifty feet in width by twenty feet in depth ; bounded in front by the said lot, at the end of the said depth, and on the north east and south west sides by Gédéon Trudel—with a stable and shed thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse, on the FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Three Rivers, 2nd August, 1899. [First published, 5th August, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } FRANK ELTON No. 355. } LEONARD AND CHARLES W. LEONARD,

carrying on business under the name and style of E. Leonard & Sons, Plaintiffs ; against DAME ELIZA BLAIS, wife of Edouard Carufel, of the parish of Saint Elie de Caxton, in the district of Three Rivers, duly authorized by her husband to appear before the court, and the said Edouard Carufel, both in his own name and personally and for the purpose of authorizing his said wife as aforesaid, and Edouard Ca-

fil, de la paroisse de Sainte-Elie de Caxton susdite, conjointement et solidairement, Défendeur.

Comme appartenant à Edouard Carufel, père, un des dits défendeurs solidaires, l'immeuble suivant :

Une terre située dans le premier rang du township de Caxton, dans la paroisse de Saint-Elie, du contenu de deux arpents et demi de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins ; tenant en front au deuxième rang, en profondeur au township de Hunterstown, du côté nord à Laurent Lafrenière, et du côté sud à Edouard Lafrenière, et la dite terre connue comme faisant partie du lot numéro dix (10), du dit premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 juillet 1899. 2733
[Première publication, 29 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : (J. JOSEPH NAPOLEON
No 123.) BUIST, Demandeur ;
contre JOSEPH PRONOVOST, Défendeur,
et GEDEON PRONOVOST, Défendeur par
reprise d'instance.

Comme appartenant à Joseph Pronovost, et actuellement en la possession du dit Gédéon Pronovost, défendeur par reprise d'instance, l'immeuble suivant :

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Tite, dans le rang nord de la Rivière-des-Envies, contenant trois arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désigné par le numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Tite.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le TRENTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 26 juillet 1899. 2735
[Première publication, 29 juillet 1899.]

rufel, " fils ", of the parish of Saint Elie de Caxton aforesaid, jointly and severally, Defendants.

As belonging to Edouard Carufel, " père ", one of the said joint defendants, the following immoveable :

A lot of land situate in the first range of the township of Caxton, in the parish of Saint Elie, containing two arpents and a half in width by twenty arpents in depth, more or less ; bounded in front by the second range, in depth by the township of Hunterstown, on the north side by Laurent Lafrenière, and on the south side by Edouard Lafrenière, and the said lot of land known as forming part of the said lot number (10), of the said first range, on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Elie de Caxton.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elie de Caxton, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 26th July, 1899. 2734
[First published, 29th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : (J. JOSEPH NAPOLEON
No. 123.) BUIST, Plaintiff ;
against JOSEPH PRONOVOST, Defendant,
and GEDEON PRONOVOST, Defendant
" par reprise d'instance ".

As belonging to Joseph Pronovost, now in possession of the said Gédéon Pronovost, defendant, in continuance of suit, the following immoveable :

A lot of land, situate in the parish of Saint Tite, in the north range of the Rivière-des-Envies, containing three arpents in front, by twenty-six arpents in depth, more or less, known and designated under the number three hundred and eighty-four (384), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Tite.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 26th July, 1899. 2736
[First published, 29th July, 1899.]

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les propriétés décrites à l'état qui suit seront vendues aux enchères publiques, en la salle de l'Hôtel-de-Ville, en la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, MERCREDI, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions municipales et scolaires mentionnées au dit état, et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes et contributions et frais ne soient plus tôt payés.

Donnée à Hull susdit, ce quinzisième jour d'acût, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

(Signé), JOHN F. BOULT,
Greffier de la cité.

[Vraie copie],
(Signé), JOHN F. BOULT,
Greffier de la cité.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the property described in the subjoined statement will be sold by public auction, in the assembly room of the City Hall, in the city of Hull, in the district of Ottawa, on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER next (1899), at the hour of TEN of the clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal and school taxes and assessments mentioned in the said statement, and the cost which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and assessments be sooner paid.

Given at Hull aforesaid, this fifteenth day of August, one thousand eight hundred and ninety-nine.

(Signed), JOHN F. BOULT,
City clerk.

[True copy],
(Signed), JOHN F. BOULT,
City clerk.

Propriétaire de biens-fonds. — Proprietor of real estate.	Propriétaire d'améliorations. — Proprietor of improvements.	Quartier. — Ward.	Numéro du cadastre. — Number of the cadastre.	Description des améliorations. — Description of improvements.	Total.
Geo. C. Wright <i>et al</i>		3	170 et 171	Vacant.....	19 25
Mrs. John Scott	Hubert Boisvert.....	3	277	Maison en bois non terminée Unfinish wood house	8 00
Mrs. John Scott	Zéphirin Simard.....	5	pt 537	Glacière et abattoirs—Ice and slaughter house.....	69 95
Thos Fortin.....		5	$\frac{1}{2}$ 357	Maison en bois—Wood house..	42 64
Thos Fortin.....		5	$\frac{1}{4}$ 357	" "	28 64
Geo. J. Marston	Octave Charbonneau	5	$\frac{1}{4}$ 172	" "	22 04
Mme Basile Dompierre		5	$\frac{1}{4}$ 172	" "	9 38
Mrs. John Scott.....	Pierre Marleau jr..	3	S $\frac{1}{2}$ 519	" "	31 02
Poupore & Co.....	Alphonse Fortin....	3	pt 172	" "	8 87
Estate Chs B. Wright .	Patrice Carrière....	3	W $\frac{1}{2}$ 161	" "	12 42
Collège Ottawa	Louis Poirier.....	3	S $\frac{1}{2}$ 37	" "	8 30
Collège Ottawa	Arthur Lafortune .	3	Block 12	" "	6 84
Mrs. Hannah Currier..	Emeri Bissonnette .	4	pt 133	" "	19 68
Chs E. Graham	George Brière.....	4	$\frac{1}{2}$ 12	" "	14 05
Joseph Danis.....		4	11a	" "	25 43
Michel Leblanc		4	11b	" "	21 13
Mrs. John Scott .	William St Arnaud.	5	$\frac{1}{2}$ 457	" "	18 45
Mrs. John Scott.....	Joseph St-Arnaud..	5	$\frac{1}{2}$ 313	" "	3 82
Ephraim E. Webb	Damase Tessier....	5	S 57	" "	11 30
Wm H. Marston.....	Angus McMullin...	5	$\frac{1}{2}$ 175	" "	5 94

[Attesté].
2961 (Signé) JOHN F. BOULT,
Greffier de la cité.

[Certified].
2962 (Signed) JOHN F. BOULT,
City clerk.

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de P. Bougie, Montréal, Failli.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et
 dernier bordereau de dividende a été préparé sur le
 produit des biens meubles, et qu'un premier et der-
 nier bordereau de dividende a été préparé sur le
 produit des biens immeubles, lesquels dividendes
 seront sujets à contestation jusqu'au 7 septembre
 1899, après laquelle date les collocations seront
 payables à notre bureau, No 1709, rue Notre-Dame,
 Montréal.

Daté à Montréal, ce 16ième jour d'août 1899.
 A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Curateurs conjoints.

2997

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de R. F. Bicknell, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le 7ième jour
 d'août 1899, nous avons été nommés curateurs
 conjoints par ordre de la cour supérieure, pour le
 district de Montréal, aux biens du dit failli.
 Les réclamations devront être produites à notre
 bureau sous les trente jours.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Curateurs conjoints.

1709, rue Notre-Dame.
 Montréal, 16 août 1899.

2999

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 33

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis,
 etc., 1531.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE : — Des Action-
 naires de la Chateauguay and Northern Rail-
 way Coy, 1569.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des — Assem-
 blée législative, 1567 ; Conseil législatif, 1566.

EMISSION DE POLICES : — Cie d'assurance mutuelle
 contre le feu de Saint-Marcel, 1569.

EXAMEN : — Candidats pour licence de mesureur de
 bois, 1566.

FAILLIS : — Allard, 1577 ; Bicknell, 1603 ; Bougie,
 1603 ; Fontaine, 1578 ; Lafontaine & Poirier,
 1577 ; Lefkovitz, 1577 ; Nadeau, 1577 ; Pré-
 fontaine, 1577 ; Sanft, 1577.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — La Cie du
 Bulletin médical de Québec, 1571 ; La Cie de
 conserves alimentaires les Becquets, 1573 ;
 Mount Royal Club, 1573 ; The Acton Leather
 and Shoe Coy, 1575 ; The Canadian Woollen
 Mills Co, 1574 ; The Dufferin Falls Lumber,
 Pulp and Paper Co., 1572 ; The Schloman
 Manufacturing Co., 1573 ; Yreka Gold Mines
 Co., 1575.

LICITATION : — Dme Leroux vs Leroux *ès-qual*, 1579.

MINUTES DES NOTAIRES. DEMANDE DE TRANSFERT : —
 Par P. F. E. Petit des minutes de Melchior
 Prévost, 1565.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of P. Bougie, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that a first and final divi-
 dend sheet has been prepared upon the proceeds of
 goods and chattels, and that a first and final divi-
 dend sheet has been prepared upon the proceeds of
 real estate, which dividends are open to objection
 until the 7th of September, 1899, after which date
 they will be payable at our office, No. 1709, Notre
 Dame street, Montreal.

Dated at Montreal, this 16th day of April, 1899.
 A. LAMERCHE,
 M. BENOIT,
 Joint curators.

2998

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of R. F. Bicknell, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that by order of the
 superior court for the district of Montreal, dated the
 7th day of August, 1899, we have been appointed
 joint curators to the estate of the said insolvent.
 Claims must be filed at our office within thirty
 days.

A. LAMARCHE,
 M. BENOIT,
 Joint curators.
 1709, Notre Dame street. 3000
 Montreal, 16th August, 1899.

Index of the Quebec Official Gazette. No. 33

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices,
 &c., 1561.

ANNUAL GENERAL MEETING : — Of the Shareholders
 of the Chateauguay and Northern Railway Coy,
 1569.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : —
 Legislative Assembly, 1567 ; Legislative Council,
 1566.

EMISSION OF POLICES : — Mutual Fire Insurance
 Coy of Saint Marcel, 1569.

EXAMINATION : — Candidates for license as lumber
 culler, 1566.

INSOLVENTS : — Allard, 1577 ; Bicknell, 1603 ; Bou-
 gie, 1603 ; Fontaine, 1578 ; Lafontaine & Poi-
 rier, 1577 ; Lefkovitz, 1577 ; Nadeau, 1577 ;
 Préfontaine, 1577 ; Sanft, 1577.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : —
 La Cie du Bulletin médical de Québec, 1571 ;
 Becquets Canning Co, 1573 ; Mount Royal
 Club, 1573 ; The Acton Leather and Shoe Coy,
 1575 ; The Canadian Woollen Mills Co, 1574 ;
 The Dufferin Falls Lumber, Pulp & Paper
 Coy, 1572 ; The Schloman Manufacturing Coy,
 1573 ; Yreka Gold Mines Co, 1575.

LICITATION : — Dme Leroux vs Leroux *ès-qual*, 1579.

MINUTES OF NOTARIES. APPLICATION FOR TRANSFER : —
 From P. F. E. Petit of minutes of Melchior
 Prévost, 1565.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Demande d'ériger en:— Divers lots du canton de Stratford à la municipalité d'Israëli, 1564 ; Divers lots du canton de Sherbourg à la municipalité de Sherbourg, 1564.

NOMINATIONS:—*Commissaires d'écoles:*—Municipalité d'Arundel, 1562.

Conseils en loi de la Reine:—Sections de : Montréal, 1562 ; Ottawa, 1562 ; Québec, 1562 ; Saint-François, 1562.

Cour des Commissaires:—Co. Verchères, 1562.

Estimateurs:—Paroisse Saint-Césaire, 1561 ; Village de Papineauville, 1561.

PROCLAMATIONS—Annexer partie de paroisse de Saint-Philémon de Stoke, etc., à Sainte-Praxède de Brompton, 1562 ; Convocation des Chambres *pro forma*, 1563.

RATIFICATION:—Three Rivers Iron Works Co., 1576.

RÈGLES DE COUR:—Beaucage vs Beaucage *et al.*, 1578 ; Holmes *et al.* vs Dunscombe *et al.*, 1578.

SÉPARATIONS DE BIENS:—Dmes Beaulac vs Richard, 1570 ; Berthelette vs Boudrias, 1571 ; Brodeur vs Marin, 1570 ; Cox vs Evans, 1571 ; Desrochers vs Crevier, 1571 ; Forest vs Forest, 1571 ; Héroux vs Grégoire, 1570 ; Lafortune vs Fontaine, 1570 ; Leprohon vs Berlinguette, 1571 ; Martineau vs Auclair, 1570 ; Perrault vs Dugas, 1569 ; Roy vs Gadbois, 1570.

TERRES DE LA COURONNE:—*Avis de cancellation, etc.:*—Cantons, Alton, 1565 ; Escoumains, 1565 ; Guigues, 1565 ; Iberville, 1565 ; Montauban, 1565 ; Taillon, 1565 ; Viger, 1565.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—Cité de Hull, 1602.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA:—McCaig vs Dme Kennedy *et vir.*, 1580 ; Savoie *ès-qual. in re* Gastonguay, 1580 ; Tanguay vs Placey, 1579.

BEAUCE:—Grégoire vs Viger, 1580 ; Nadeau vs Pouliot, 1581.

BEDFORD:—Dme Worden vs Harvey *et al.*, 1582 ; Miner vs Mansfield, 1581.

IBERVILLE:—La Société permanente de construction d'Iberville vs Brosseau, 1584.

JOLIETTE:—Dme Ethier vs Gibouleau, 1584.

MONTMAGNY:—Létourneau vs Morin, 1585.

MONTREAL:—Busby vs Dagenais, 1590 ; Dme Beliveau vs Bastien *et al.*, 1585 ; Dme Roy vs Dme Desrochers, 1585 ; Les syndics de la paroisse de la Nativité de la Sainte Vierge d'Hochelaga vs Guérin, 1586 ; Scott vs Delle Guerin, 1587 ; Scott vs Guerin, 1587 ; The Canadian Montreal Loan &c. vs Lavernier, 1588 ; The Royal Institution vs Larue, 1589 ; Valiquette vs Dme Desaulniers, 1588 ; Wilson vs Bourgon, 1586.

OTTAWA:—Soulière vs Gendron, 1591.

PONTIAC:—The Bank of Ottawa vs Dme McVeigh *et al.*, 1591.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Application to erect in:— Several lots of the township of Stratford to the municipality of Israëli, 1564 ; Several lots of the township of Sherbourg to the municipality of Sherbourg, 1564.

APPOINTMENTS:—*School Commissioners:*—Municipality of Arundel, 1562.

Queen's counsels:—Sections of : Montreal, 1562 ; Ottawa, 1562 ; Québec, 1562 ; Saint Francis, 1562.

Commissioners' Court:—Co. Verchères, 1562.

Evaluators:—Parish Saint Césaire, 1561 ; village of Papineauville, 1561.

PROCLAMATIONS—To annex part of parish of Saint Philémon de Stoke, &c., to Sainte Praxède de Brompton, 1562 ; Parliament convoked *pro forma*, 1563.

RATIFICATION:—Three Rivers Iron Works Co., 1576.

RULES OF COURT:—Beaucage vs Beaucage *et al.*, 1578 ; Holmes *et al.* vs Dunscombe *et al.*, 1578.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY:—Dmes Beaulac vs Richard, 1570 ; Berthelette vs Boudrias, 1571 ; Brodeur vs Marin, 1570 ; Cox vs Evans, 1571 ; Desrochers vs Crevier, 1571 ; Forest vs Forest, 1571 ; Héroux vs Grégoire, 1570 ; Lafortune vs Fontaine, 1570 ; Leprohon vs Berlinguette, 1571 ; Martineau vs Auclair, 1570 ; Perrault vs Dugas, 1569 ; Roy vs Gadbois, 1570.

CROWN LANDS:—*Notice of cancellation, etc.:*—Townships Alton, 1565 ; Escoumains, 1565 ; Guigues, 1565 ; Iberville, 1565 ; Montauban, 1565 ; Taillon, 1565 ; Viger, 1565.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—City of Hull, 1602.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA:—McCaig vs Dme Kennedy *et vir.*, 1580 ; Savoie *ès-qual. in re* Gastonguay, 1580 ; Tanguay vs Placey, 1579.

BEAUCE:—Grégoire vs Viger, 1580 ; Nadeau vs Pouliot, 1581.

BEDFORD:—Dme Worden vs Harvey *et al.*, 1582 ; Miner vs Mansfield, 1581.

IBERVILLE:—La société permanente de construction d'Iberville vs Brosseau, 1584.

JOLIETTE:—Ethier vs Gibouleau, 1584.

MONTMAGNY:—Létourneau vs Morin, 1585.

MONTREAL:—Busby vs Dagenais, 1590 ; Dme Beliveau vs Bastien *et al.*, 1585 ; Dme Roy vs Dme Desrochers, 1585 ; The trustees of the parish of La Nativité de la Sainte Vierge d'Hochelaga vs Guerin, 1586 ; Scott vs Delle Guerin, 1587 ; Scott vs Guerin, 1587 ; The Canadian Montreal Loan &c. vs Lavernier, 1588 ; The Royal Institution vs Larue, 1589 ; Valiquette vs Dme Desaulniers, 1588 ; Wilson vs Bourgon, 1586.

OTTAWA:—Soulière vs Gendron, 1591.

PONTIAC:—The Bank of Ottawa vs Dme McVeigh *et al.*, 1591.

QUEBEC :—Bou langer vs Jobin, 1592 ; Delle Samson vs Dme Lefebvre, 1593 ; Hôtel-Dieu de Québec vs Boivin, 1594 ; Hôtel-Dieu de Québec vs Giroux, 1593 ; La cité de Québec vs Dodier, 1592 ; Lemieux vs Roy, 1593 ; Lemieux vs Roy *et al*, 1594.

RICHELIEU :—Préfontaine vs The Great Eastern Railway Co, 1594.

SAINT-FRANÇOIS :—Alie vs Daigle, 1597 ; Delle Hunton vs Desaulniers, 1596 ; Trudeau vs Richard, 1596.

SAINT-HYACINTHE :—Lemay vs Larivière, 1598 ; Rev. Gendron vs Gervais, 1597.

TERREBONNE :—Tessier vs Dme Dubois *et vir*, 1598.

TROIS-RIVIÈRES :—Buist vs Pronovost, 1601 ; Dme Panneton vs Grenier, 1599 ; Leonard *et al* vs Dme Blais *et al*, 1600 ; Marchand vs Nobert, 1600 ; Marchildon vs Tellier, 1599.

QUEBEC :—Bou langer vs Jobin, 1592 ; Delle Samson vs Dme Lefebvre, 1593 ; Hôtel-Dieu de Québec vs Boivin, 1594 ; Hôtel-Dieu de Québec vs Giroux, 1593 ; The city of Québec vs Dodier, 1592 ; Lemieux vs Roy, 1593 ; Lemieux vs Roy *et al*, 1594.

RICHELIEU :—Préfontaine vs The Great Eastern Railway Co., 1594.

SAINT FRANCIS :—Alie vs Daigle, 1597 ; Delle Hunton vs Desaulniers, 1596 ; Trudeau vs Richard, 1596.

SAINT HYACINTH :—Lemay vs Larivière, 1598 ; Rev. Gendron vs Gervais, 1597.

TERREBONNE :—Tessier vs Dme Dubois *et vir*, 1598.

THREE RIVERS :—Buist vs Pronovost, 1601 ; Dme Panneton vs Grenier, 1599 ; Leonard *et al* vs Dme Blais *et al*, 1600 ; Marchand vs Nobert, 1600 ; Marchildon vs Tellier, 1599.

